



REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Interdiction des licenciements ! Expropriation des groupes capitalistes



Alcatel·Lucent



marineharvest

PSA PEUGEOT CITROËN

ALSTOM

FAGOR



LA REDOUTE

MORY
DUCROS



Tilly-Sabco



Un budget 2014 pour le capital p. 7

Halte aux destructions des camps des Roms ! p. 9

Le réchauffement climatique se confirme p. 11

La lutte des classes au Bangladesh p. 14

Après le coup d'État militaire en Égypte p. 17

Tunisie : le parti islamiste s'accroche au pouvoir p. 18

Tract pour la grève des transports publics de San Francisco p. 20

La révolution et la contre-révolution au Chili en 1973 p. 22

L'exécution de Robert Cruau en 1943 p. 28

Face au gouvernement et à la réaction, la classe ouvrière doit ouvrir une voie

Les capitalistes licencient à tour de bras

« *La reprise, elle est là...* », disait Hollande en juillet dernier, après bien d'autres annonces du même tonneau. En fait, le niveau de la production a à peine retrouvé celui d'avant la crise capitaliste mondiale de 2008. Le PIB baisse de 0,1 % au troisième trimestre après une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre. L'OCDE prévoit que la croissance de la France sera limitée à 0,2 % sur l'année.

D'après la CGT, plus de 1 000 mesures de licenciements, qualifiées par la presse bourgeois de l'oxymore « plans sociaux », se sont succédé depuis un an, dans toutes les régions et toutes les branches, de la distribution à l'agro-alimentaire en passant par l'industrie manufacturière. Parmi les derniers, PSA, Alstom, Marine Harvest, La Redoute, Tilly-Sabco, Gad, Fagor-Brandt, Alcatel-Lucent, Mory-Ducros... sans parler d'une myriade de plus petites entreprises. Au total, si l'on fait le solde des embauches et des licenciements, les capitalistes ont chassé plus de 100 000 travailleuses et travailleurs en un an.

Cela leur a également permis, du fait de la pression exercée sur les salaires par la peur du chô-

mage, d'accroître l'exploitation de ceux qui ont conservé ou trouvé un emploi en augmentant à la fois la plus-value relative et la plus-value absolue : intensification du travail, durée de travail accrue, baisse des salaires...

Hollande n'en finit pas de céder à la bourgeoisie, avec la complicité des partis réformistes et des bureaucraties syndicales

Hollande n'avait certes pas promis d'aller au socialisme, mais il n'avait pas annoncé qu'il allait poursuivre, sur tous les terrains, la politique de Sarkozy.

Dès son accession au pouvoir grâce aux voix des travailleurs salariés et des jeunes, Hollande et son gouvernement PS-EELV-PRG ont fait droit aux exigences des capitalistes, exprimées par divers groupes de pression, du Medef au « Comité de convergence des intérêts bretons » en passant par les « pigeons ». La presse patronale l'en félicite.

Ainsi Hollande a-t-il pris tous les tournants que la situation du pays commandait de prendre : la compétitivité après le travail préparatoire de Louis Gallois, le début de flexibilité sur le marché du travail, les retraites, l'annonce de la priorité future de la réduction de la dépense publique... (Challenges, 7 novembre 2013)

En septembre, le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg-Duflot a adopté une « politique industrielle » pour soumettre l'université et les organismes de recherche aux impératifs de profit, pour subventionner davantage les capitalistes sans s'immiscer dans leurs affaires.

L'État n'a pas à se substituer à l'initiative privée, car ce sont les industriels qui connaissent les marchés - ils en ont fait la démonstration -, les clients, les technologies. Mais, à l'État, il revient de définir un cadre, d'accompagner, de stimuler. (François Hollande, Intervention sur la nouvelle France industrielle, 12 septembre 2013)

Le gouvernement défend de même à l'extérieur les intérêts des grands groupes capitalistes français, les parlementaires PS, PCF et PdG légitimant l'intervention militaire au Mali et le blocus de l'Iran. Il poursuit non seulement la politique de Sarkozy contre les travailleurs étrangers mais le

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Vaty

ISSN : en cours

Adresse postale :
ReSo

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

ministre PS de l'Intérieur Valls reprend ses propos racistes à l'encontre des Roms.

Le PCF et le PdG, sans faire partie cette fois-ci du gouvernement, soutiennent son orientation de « pactes sociaux » et de « pactes républicains ». Mélenchon s'est déclaré prêt à devenir Premier ministre de Hollande et le PCF multiplie les listes avec le PS pour préparer les élections municipales. Le PCF et le PdG accusent non la bourgeoisie française, mais la finance mondialisée et l'Union européenne, pas le capitalisme, mais le libéralisme. Ils ne veulent pas liquider l'État bourgeois, mais le replâtrer (sous forme d'une « 6^e République » bourgeoise), et même le renforcer en demandant le renforcement de la police.

Les directions syndicales actuelles accompagnent toutes les contre-réformes antisociales : appartenance maintenue au Conseil d'orientation des retraites et à la Conférence nationale de l'industrie, négociations fin 2012 de la flexibilité du temps de travail et des salaires, concertation de la « refondation de l'école » fin 2012 pour augmenter le travail des salariés de l'Éducation nationale, participation à la « conférence sociale » début 2013 contre les retraites, discussions fin 2013 « sur le métier d'enseignant » pour remettre en cause le statut...

Par exemple, dans une usine de 700 salariés, la bureaucratie de la CGT accepte de discuter d'en licencier la moitié.

La CGT de l'usine Goodyear Amiens-Nord, accusée d'avoir bloqué toutes les solutions de reprise du site au cours des dernières années, a assuré qu'elle était prête à « s'engager à fond » pour étudier l'offre de reprise du groupe Titan, dévoilée lundi par le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, et qui permettrait de reprendre 333 emplois. « Nous allons tout faire pour que, cette fois-ci, il y ait une issue favorable pour l'ensemble du personnel sur le site d'Amiens Nord », a indiqué Mickaël Wamen, délégué CGT. (Les Échos, 24 octobre 2013)

Les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ont mendié des interdictions inefficaces quand, enhardis par leur réussite, les groupes fascistes s'en sont pris aux locaux du PS et des LGBT puis ont assassiné Clément Méric.

Quoi d'étonnant à ce que les capitalistes redoublent d'agressivité et que le FN semble ramasser les béné-

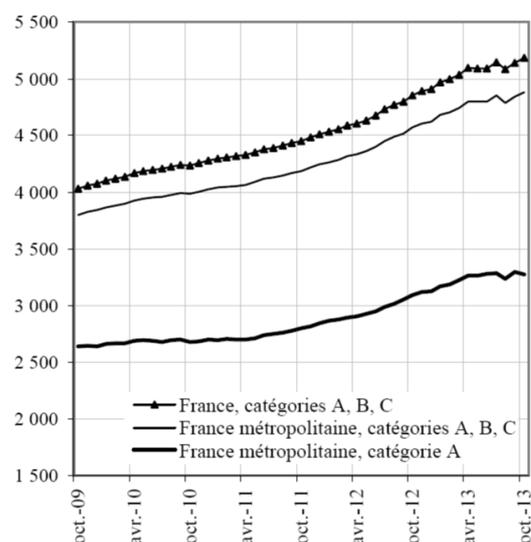
fices électoraux des trahisons du PS et des bureaucraties syndicales ?

Le désarroi des travailleurs augmente, le parti fascisant se frotte les mains, les groupes fascistes s'affirment

Dans un climat délétère, Christine Taubira est victime d'abjectes insultes racistes de la part de la presse fascisante, de membres du Front national, du Printemps français et d'une élue UMP. Les groupes fascistes et le parti fascisant Front national réclament ouvertement la démission de Hollande et si l'UMP ne se joint pas à la horde des hyènes, c'est seulement à cause de sa division entre quatre chefs. Des fascistes (Renouveau français, Printemps français...), coiffés de bonnets rouges, conspuent Hollande lors de la cérémonie du 11 novembre à Paris.

Les travailleurs indépendants et les cadres, puisque les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ne tracent aucune voie, retournent vers les partis bourgeois traditionnels ou se rangent vers le parti bourgeois le plus xénophobe et réactionnaire. Le FN, qui hait la lutte prolétarienne, comme tout parti bourgeois, et s'en prend tout particulièrement aux travailleurs d'origine étrangère, voit son électorat s'élargir, y compris chez les chômeurs, les ouvriers et les employés les plus attardés.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



Le désarroi est tel, face à la crise capitaliste, à la politique pro-capitaliste du PS et à l'impuissance des syndicats, que des travailleurs salariés en viennent à s'affronter et se font duper par les patrons qui tantôt les exploitent, tantôt les licencient.

Le groupe capitaliste Gad ferme les abattoirs de Saint Nazaire (Loire atlantique), de Saint Martin des Champs (Finistère) et de Lampaul-Guimiliau (Finistère) pour concentrer l'activité à Josselin (Morbihan). Les syndicats, au lieu d'appeler ensemble à la grève générale du groupe et de l'industrie agro-alimentaire dans le but d'empêcher tout licenciement, se divisent et divisent les travailleurs. Pour obtenir de meilleures indemnités, FO conduit, le 23 octobre, des travailleurs de Lampaul-Guimiliau bloquer l'abattoir de Josselin. La direction pousse les ouvriers à sortir et à agresser, devant les caméras de télévision, leurs frères et soeurs.

Ce mardi, les salariés des deux sites en sont venus aux mains. D'après les forces de l'ordre, environ 400 salariés du site de Josselin sont sortis de l'abattoir en milieu de journée, repoussant manu militari les manifestants venus de Lampaul. Il y a eu une bousculade assez vive et des échanges de coups. (Le Télégramme, 23 octobre 2013)

Les capitalistes mobilisent tous leurs moyens et tous leurs relais dans la société – partis (UMP, FN, UDI-MoDem), medias, économistes... – pour exiger du gouvernement couard qu'il généralise le travail le dimanche et qu'il diminue encore leurs impôts

Le 8 octobre, 2 000 de ces révoltés ont tenu meeting dans une salle lyonnaise, avec un mot d'ordre clair : « sus à l'impôt »... Cette réunion était organisée par les deux plus grosses organisations patronales, Medef et CGMPE. (L'Humanité dimanche, 17 octobre 2013)

Le 18 juin, une trentaine d'entrepreneurs bretons lancent une campagne contre l'écotaxe. « L'heure des méthodes douces est révolue, affirment-ils alors, il va falloir livrer bataille ». Rassemblés à Pontivy (Morbihan), ils annoncent la création d'un rassemblement : le Comité de convergence des intérêts bretons (CCIB). (Le Monde, 16 novembre 2013)

Dans le Finistère, des patrons des transports routiers et de l'industrie agro-alimentaire, avec la FNSEA (le principal syndicat agricole, dominé par les capitalistes de l'agriculture et dirigé par l'UMP), créent un « Comité pour l'emploi ». C'est en fait un front contre l'impôt sur les capitalistes du transport, dont l'étiquette sert à mystifier les paysans et les salariés qui sont envoyés affronter les forces de répression qui protègent les portiques de l'écotaxe. Le 2 août, sous la direction de la FNTR et de la FNSEA, la manifestation de 500 personnes abat un portail destiné à prélever « l'écotaxe » à Guiclan (Finistère). Dans la nuit du 7 au 8 octobre, le portail de Melgven (Finistère) est détruit.

Le 7 octobre, le Comité pour l'emploi appelle à manifester le 26 à Pont-de-Buis (Finistère).

Tous les citoyens, les familles, femmes et enfants attachés à la vitalité de leur territoire sont appelés à se mobiliser : salariés, artisans, paysans, commerçants,



entrepreneurs, transporteurs, élus locaux... pour dire Non à l'écotaxe, oui à l'emploi. (Comité pour l'emploi en Bretagne, Communiqué, 7 octobre 2013)

À cette occasion, le patron d'Armor-Lux, dont le ministre Montebourg avait arboré la marinière à l'appui de sa propagande protectionniste, fait distribuer gratuitement des bonnets rouges (qui évoquent frauduleusement une révolte de paysans contre la monarchie en 1665). Après des échauffourées avec les CRS, le portail est endommagé. Thierry Merret, le secrétaire de la FNSEA Finistère, donne l'ordre de la dispersion (*Le Télégramme*, 27 octobre).

Jean-Marie Le Pen s'affiche avec un bonnet rouge. Le vandalisme poujadiste s'étend à 44 radars qui font respecter les limites de vitesse sur le réseau routier. Le 28 octobre, le collectif Vivre, décider et travailler en Bretagne dirigé par Christian Troadec (maire de Carhaix et fondateur du parti nationaliste Mouvement Bretagne et progrès), Jean-Pierre le Mat (président de la CGMPE des Côtes d'Armor et membre du CCIB des patrons bretons mobilisés contre l'écotaxe) et Thierry Merret (FNSEA du Finistère), appellent à un rassemblement à Quimper.

« L'heure est à la résistance, pour dire stop à la saignée dont est victime notre économie » : ce lundi après-midi à Carhaix, Christian Troadec a pris la parole au nom du collectif « Vivre, décider et travailler en Bretagne ». L'élu était entouré d'une douzaine de membres de ce comité, dont le président de la FDSEA du Finistère Thierry Merret, les syndicalistes Nadine Hourmant et Olivier Le Bras, le président des Vieilles Charrues Jean-Luc Martin mais aussi des chefs d'entreprise. Les membres du collectif ont appelé à une large participation au rassemblement de ce samedi 2 novembre à 15 h place de la Résistance à Quimper, « pour l'emploi et la Bretagne, et contre l'écotaxe ». Une écotaxe dont le collectif demande le retrait, et non un simple report. (Le Télégramme, 28 octobre 2013)

VDTB défend inlassablement l'idée qu'en Bretagne, il n'y a pas de classes, mais un « peuple breton » uni, des Bretons qui ont les mêmes intérêts. Les exploités et les licenciés devraient appuyer leurs exploités et leurs licenciés qui veulent payer moins d'impôts, réduire le droit du travail, faire plus de profits. Alors, les ouvriers, les employés, les techniciens... auront, peut-être, « l'emploi » mal payé, précaire, fatigant et le droit de se taire devant l'employeur (qu'il soit breton ou pas).

Thierry Merret, le président du collectif Vivre, décider et travailler en Bretagne, estime que « Nous avons besoin de moins de contraintes administratives, fiscales et sociales ». (France 3 Bretagne, 8 novembre 2013)

Le samedi 2 novembre, entre vingt et trente mille manifestants défilent à Quimper, patrons et salariés de la même entreprise parfois côte à côte.

Daniel Sauvaget, PDG de l'entreprise en difficulté Tilly-Sabco, spécialisée dans l'export de poulets, a défilé samedi avec ses employés aux côtés des bonnets rouges. (Libération, 6 novembre 2013)

FO Finistère, qui s'en est retirée depuis, apporte alors sa caution à VDTB. Mais qui l'emporte, dans VDTB, les patrons ou les travailleurs salariés ? Un indice est que la manifestation du 2 novembre reçoit l'appui du *Figaro*, du Medef, de l'UMP, du MoDem, du FN.

L'Union des entreprises-MEDEF Finistère s'est félicitée de la décision courageuse du gouvernement de suspendre l'écotaxe et était présente samedi 2 novembre à Quimper pour le rassemblement qu'elle a souhaité voir se dérouler dans le calme. Par cette présence, l'Union des entreprises-MEDEF Finistère a tenu à exprimer sa solidarité avec le monde agricole et les industries agroalimentaires qui font face à d'importantes difficultés économiques. (Site du MEDEF Finistère, sans date)

L'initiative jouit aussi du soutien du NPA. A l'opposé, le bateleur Mélenchon qui vend des bonnets tricolores, qui essaie de refiler la « révolution citoyenne » ou la « révolution fiscale » à la place de la révolution sociale, fulmine contre « les nigauds ». Mais il est bien incapable d'expliquer pourquoi des milliers de salariés, chômeurs et des milliers de paysans, artisans, petits commerçants du Finistère se font bernés par une poignée de capitalistes et de politiciens bourgeois bretons. Le PS, le PdG et le PCF n'ont à opposer à l'union des capitalistes et des travailleurs en Bretagne que le « pacte républicain », c'est-à-dire la même union à l'échelle de la France. Tant le NPA que le PCF renient le communisme.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous ? Par la domination politique du prolétariat... L'action politique qui prépare la révolution, éduque l'ouvrier et, sans elle, le prolétariat sera toujours frustré et dupé... Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat : le parti ouvrier ne doit pas être la queue de quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome, ayant sa

propre politique et poursuivant son propre but.
(Friedrich Engels, *Intervention à Conférence de Londres de la 1^{re} Internationale*, 1871)

Le grand bourgeois donne des ordres au petit-bourgeois et celui-ci trompe les travailleurs salariés. Les partis sociaux-patriotes et les bureaucraties syndicales qui sont financés par l'État bourgeois et qui pratiquent en permanence la collaboration de classes à l'échelle de la France ont évidemment le plus grand mal à l'empêcher en Bretagne.

Le 2 novembre, CGT, FSU, Solidaires, Front de gauche et EELV réunissent péniblement un à trois milliers de personnes le même jour dans une contre-manifestation d'aide au gouvernement à Carhaix qui ne revendique pas plus l'interdiction des licenciements que VDTB et s'inscrit, comme ce dernier, dans le « Pacte pour la Bretagne » de Hollande, Ayrault et Le Foll.

Pour arracher la petite bourgeoisie à l'influence des capitalistes, il faut tracer la voie de la révolution socialiste

Seule la minorité capitaliste profite des pactes sociaux, de l'unité nationale, du respect de la République bourgeoise et des échéances électorales par tous les partis sociaux-démocrates (PS, PCF, PdG).

La sociale-démocratie apprend à l'ouvrier à se comporter comme un laquais. La petite bourgeoisie ne suivra pas un laquais. La politique du réformisme enlève au prolétariat toute possibilité de diriger les masses plébiennes de la petite bourgeoisie et, par là même, transforme ces dernières en chair à canon du fascisme.
(Léon Trotsky, *La Seule voie*, 1952)

Si les syndicats étaient au service des salariés, s'il y avait un véritable parti ouvrier, ils revendiqueraient l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, l'expropriation des groupes capitalistes, l'annulation de la dette publique, la baisse des impôts qui pèsent sur les travailleurs, la gratuité des soins...

Ils organiseraient des comités d'action sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers populaires... pour arracher les revendications urgentes pour unir les prolétaires entre eux (de toutes les régions, de toutes les nationalités, de toutes les qualifications...) contre leurs exploiters, pour rallier la majorité des fonctionnaires, des cadres, des travailleurs indépendants et des jeunes en formation.

Les comités d'action contrôleraient la production et la répartition, garantiraient des débouchés aux paysans travailleurs, organiseraient la défense contre la police et les fascistes, postuleraient au pouvoir contre la dictature de la bourgeoisie. Une fois renversé l'État bourgeois, les comités d'action, par des élus révocables ne touchant pas plus que les salariés, désigneraient un gouvernement ouvrier, décideraient de ce qu'il faut produire en fonction des forces productives et des besoins de la population, ouvriraient la voie des États-Unis socialistes d'Europe, prélude à la République socialiste mondiale et à la disparition des classes sociales.

En finir avec le capitalisme, établir la République ouvrière du type de la Commune de Paris de 1871, étendre la révolution socialiste à toute l'Europe et à toute la Méditerranée, telle est la seule perspective progressiste à l'époque de la décadence du capitalisme. Dans leur immense majorité, les travailleurs, les jeunes n'en ont pas encore conscience. Par contre, une partie de la bourgeoisie, elle, en a le pressentiment. Elle sait qu'elle n'aura d'autre choix, à terme, que de tenter d'écraser la classe ouvrière. L'enjeu des batailles d'aujourd'hui, c'est cette alternative de demain.

Pour la classe ouvrière, la jeunesse, mais aussi toutes les couches de la petite bourgeoisie que le capitalisme précipite dans la misère, il n'y a de solution que dans la lutte pour en finir avec le régime de la bourgeoisie, pour le gouvernement ouvrier, pour l'armement du peuple, pour le contrôle et l'organisation de l'économie et de la société par les producteurs eux-mêmes, l'effacement des frontières archaïques.

Il faut une organisation communiste révolutionnaire pour porter ce programme. Il est urgent que, laissant à leur sort les sectes qui veulent préserver leur existence routinière, les groupes et les fractions qui le défendent travaillent sans délai à la constituer.

On ne peut pas formuler les intérêts d'une classe autrement que sous la forme d'un programme ; on ne peut pas défendre un programme autrement qu'en fondant un parti. (Léon Trotsky, *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, 1952)

23 novembre 2013

Projet de loi de finances 2014 un budget pour la bourgeoisie

	2012	2013 (prévision)	2014 (prévision)
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,8	-4,1	-3,6
Solde structurel (% du PIB)	-3,0	-2,6	-1,7
Dette publique (% du PIB)	90,2	93,4	95,1
Taux de prélèvements obligatoires (% du PIB)	45	46	46,1
Taux de dépenses publiques (% du PIB)	56,6	57,1	56,7
Taux d'inflation (%)	1,9	0,8	1,3
Taux de croissance (%)	0	0,1	0,9

Un concentré de la politique du gouvernement PS-EELV-PRG

L'Assemblée nationale a adopté le 19 novembre le projet de loi de finances 2014 à 320 voix – l'ensemble des députés du PS, du PRG, ainsi que ceux d'EELV – contre 242 – les députés de l'UMP, de l'UDI et du Front de gauche ; après un passage au Sénat, il devrait être adopté définitivement le 20 décembre.

La Commission européenne a quant à elle approuvé son satisfecit, bien que les barres de 0,5 % de « déficit structurel » et de 3 % de déficit soient franchies (sans parler de celle de 60 % de dette publique que même l'Allemagne explose). Le contraire serait étonnant, à la fois compte tenu du poids de la France dans l'Union européenne et du fait du caractère anti-ouvrier de ce budget.

Le budget de l'Etat pour 2014 se fonde sur une hypothèse de croissance économique de 0,9 %, avec pour objectif une réduction du déficit budgétaire à 3,6 % du PIB – il est prévu à 3 % en 2015.

Redresser les comptes publics, ça ne fait rêver personne, mais vivre sous la menace des marchés aurait pu virer au cauchemar. (Ayrault, *Le Monde*, 26 septembre 2013)

Le prétexte de la réduction du déficit ne sert qu'à restreindre les dépenses qui profitent aux travailleurs. Le déficit persistera car l'État n'ose pas faire payer les capitalistes. Il va continuer à em-

prunter et payer les intérêts au « marché ». Cet euphémisme désigne les groupes financiers (banques, assurances, fonds d'investissement) et les riches (les mêmes qui refusent de verser l'impôt) qui prêtent aux États.

Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques est très étroitement impliqué dans le maintien du crédit public. (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, 1851)

Des faveurs aux capitalistes

Le budget d'un État est le concentré de la politique menée par le gouvernement. À ce titre le président François Hollande est fier de ce qu'il a accompli pour le compte de la bourgeoisie française dans la lutte contre ses concurrents, et il n'a pas à rougir, de ce point de vue, il est dans la parfaite continuité de son prédécesseur :

Jamais, en quinze mois, la France n'aura engagé autant de réformes structurelles... le pacte de compétitivité, le traité budgétaire européen, l'accord sur la sécurisation de l'emploi, la loi bancaire, jusqu'aux retraites aujourd'hui. (Hollande, *Le Monde*, 30 août 2013)

Des cadeaux au patronat et aux banques – dont l'évasion fiscale est pourtant estimée par un rapport sénatorial entre 30 et 50 milliards d'euros –, des attaques contre les travailleurs et leurs retraites. Le ministre de l'économie Pierre Moscovici admet sans retenue que le gouvernement, qui récemment comptait dans ses rangs l'évadé fiscal Cahuzac, est au service du capital contre la valeur de la force de travail :

Quand on agit pour les entreprises, on ne fait pas de cadeaux aux patrons : on le fait pour permettre aux entreprises d'investir, d'innover et d'embaucher... Nous poursuivons et amplifions le redressement de la compétitivité des entreprises... Le crédit d'impôt compétitivité emploi sera pérennisé sur tout le quinquennat... pour représenter une baisse de 6 % du coût du travail. (Moscovici, *Le Monde*, 26 septembre 2013)

Il s'agit d'une baisse de 15 milliards d'euros de l'impôt sur les sociétés : alors qu'une évolution

spontanée aurait conduit à une hausse de 1,7 milliard, il diminue de 13,5 milliards entre 2013 et 2014, essentiellement du fait du « crédit compétitivité emploi » à hauteur de 9,4 milliards, plus quelques autres mesures. « *C'est par l'entreprise que la croissance redémarrera* », se justifie le ministre Moscovici (*Le journal du dimanche*, 12 octobre 2013). La petite bourgeoisie des PME paie d'ailleurs plus d'impôts (11,6 % de son chiffre d'affaires) que la bourgeoisie des grandes entreprises (10,7 %) (*L'usine nouvelle*, 11 septembre 2013).

Pour financer ce gigantesque cadeau, qui s'ajoute aux 200 milliards d'aides déjà existantes, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Taubira s'en prend aux travailleurs, en baissant les dépenses de 14,8 milliards – en attendant 20 milliards annuels prévus pour la période 2015-2017 –, et en augmentant les prélèvements obligatoires de 9,5 milliards.

L'austérité pour les travailleurs

Moscovici bombait le torse à l'université d'été du Medef en affirmant, sous les applaudissements des patrons, qu'« *il faut réduire le poids des dépenses publiques. Il faut le faire vite. Il faut le faire fort !* » (*Les Échos*, 30 août 2013). La baisse de 14,8 milliards d'euros des dépenses publiques porte pour 9 milliards sur l'État et pour 5,8 milliards sur la Sécurité sociale.

Pour ce qui concerne l'État, le gouvernement poursuit sa saignée contre les fonctionnaires puisqu'il maintient le gel du point d'indice et poursuit la suppression de postes (2144 pour 2014). Il réduit de 1,5 milliard sa dotation aux collectivités locales, étranglant un peu plus les communes, et dans une moindre mesure les départements et les régions.

Il poursuit les attaques contre la Sécurité sociale, notamment en diminuant de 2,9 milliards le budget de la caisse d'assurance maladie (des économies d'un milliard sur les médicaments, de 440 millions sur les hôpitaux, de 120 millions sur les appareillages...), de 1,9 milliard celui des caisses de retraites (sans tenir compte de la contre-réforme), soit 1 milliard en sous-indexant les retraites complémentaires et 900 millions en décalant d'avril à octobre la date de revalorisation an-

nuelle des pensions)...

Les prélèvements obligatoires augmentent également, presque entièrement pour les travailleurs, puisque la hausse de 9,5 milliards portera pour 6,5 milliards sur la TVA – un impôt pour lequel les pauvres paient plus que les riches – avec une hausse de 19,6 % à 20 % du taux normal et une hausse de 7 à 10 % du taux intermédiaire. Les autres hausses portent sur le quotient familial, la fiscalisation des majorations de retraites pour les chargés de famille... La taxe à 75 % sur les revenus de plus d'un million d'euros par an, évoquée par le candidat Hollande pendant la campagne, est réduite à peau de chagrin, puisqu'elle est abaissée à 50 %, plafonnée à 5 % du chiffre d'affaires des entreprises et déductible de l'impôt sur les sociétés. Elle ne devrait rapporter que 260 millions d'euros.

La complaisance des réformistes

Moscovici parle d'« *un effort budgétaire historique* » (*Le Monde*, 25 septembre 2013) – pour les travailleurs faut-il ajouter.

Les partis bourgeois agitent la fiscalité contre le gouvernement. Le patronat, en Bretagne et dans tout le pays, pousse son avantage pour en demander toujours plus.

La concertation a été réelle, mais le résultat n'est pas à la hauteur de l'urgence de la situation de nos entreprises. (Roux de Bézieux, vice-président du Medef, *Le Monde*, 10 septembre 2013)

Le PCF s'efforce de faire croire que « *l'annonce du CICE... a été une rupture de la ligne fiscale du gouvernement* » (Nicolas Sensu, député, *Libération*, 15 octobre 2013), comme si le gouvernement a un temps été au service des travailleurs.

Parce que, eux aussi, ils soutiennent le gouvernement et, en tout cas, le capitalisme français, les syndicats se sont gardés de mobiliser pour empêcher l'adoption de ce budget et pour exiger des députés PS, PCF et PdG, qui ont la majorité à l'Assemblée, rejettent ce budget, réduisent les prélèvements qui pèsent sur le peuple, augmentent ceux des parasites et des exploités, annulent la dette publique.

19 novembre 2013

Halte aux destructions des camps de Roms, aux expulsions de travailleurs et d'élèves étrangers !

Mouvement spontané des lycéens contre la politique de l'immigration

Mercredi 9 octobre, Léonarda Dibrani, 15 ans, élève au collège André Malraux de Pontarlier est expulsée au Kosovo ; samedi 12 octobre, Khatchik Kachatryan, 19 ans, élève au lycée professionnel Camille-Jenatzy dans le 18^e arrondissement de Paris, est expulsé vers l'Arménie. 15 000 lycéens descendent alors dans les rues d'une douzaine de villes à la veille des vacances scolaires.

Ces jeunes ont eu raison. Assez de flics contre leurs camarades d'origine étrangère ! Assez des bulldozers pour écraser les roulottes et les poussettes des bidonvilles ! Assez des propos racistes au plus haut niveau de l'État !

Pour la bourgeoisie, il y a étranger et étranger. Les princes polygames du Golfe arabo-persique, qui transforment en esclaves les ouvriers immigrés de leurs chantiers, qui interdisent les syndicats et les partis, qui imposent une religion d'État, qui oppriment les femmes... sont accueillis avec tous les honneurs et les fastes de « la République ». Par contre, les familles Roms venues de Roumanie, Bulgarie... où elles étaient paupérisées et souvent persécutées sont désignées par le FN, l'UMP et le gouvernement PS-EELV-PRG comme des boucs émissaires qui doivent être chassés sans pitié.

L'insertion ne peut concerner qu'une minorité car, hélas, les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays. (Le Figaro, 14 mars 2013) ; ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation. (Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, France inter, 24 septembre 2013)

Si les plus pauvres des Roms servent ainsi de cible à la réaction, c'est dû à la crise capitaliste et au chômage qu'elle a entraîné, mais aussi à la politique délibérée de l'État bourgeois.

30 000 expulsions de pauvres par an au lieu de 25 000 : Hollande pire que Sarkozy

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls n'a nullement abrogé les lois, décrets et circulaires de Sarkozy, Besson, Hortefeux et Guéant. Au nom du peuple syrien, le gouvernement voulait intervenir militairement en Syrie, mais refuse d'ouvrir ses frontières aux réfugiés qui fuient la répression féroce du régime

d'Assad. Valls se vante d'avoir chassé de France 18 000 pauvres depuis le 1^{er} janvier. Il marginalise les Roms en détruisant leurs camps de fortune et leurs bidonvilles, en les expulsant alors même que la plupart sont citoyens de l'Union européenne. Ainsi, la boucle est bouclée, la plupart des Roms sont précarisés et livrés à des mafias.

L'occupation sans titre des terrains conduit à des opérations d'évacuation des campements fréquentes qui, en l'absence d'autres solutions, renforce la précarisation et la marginalisation de ces populations. À ces évacuations des terrains, viennent fréquemment s'ajouter les éloignements du territoire français. Ces procédures d'éloignements conduisent à des aller-retour permanents entre le pays d'origine et la France, qui contribuent, là-aussi, à renforcer l'instabilisation de ces populations, et à freiner toute insertion. (Observatoire de santé Ile-de-France, Situation sanitaire et sociale des « Roms migrants » en Île-de-France, février 2012)

La révolte spontanée des lycéens a effrayé le pouvoir, si bien que Hollande a cru calmer le jeu en annonçant que la famille Dibrani ne pouvait pas revenir, mais que Léonarda devait être séparée de ses parents. Valls a expliqué que la police devait arrêter et expulser des élèves qui n'ont rien fait de mal, mais en dehors des activités et lieux scolaires.

Manoeuvres pour préserver les institutions et la « politique de l'immigration »

La mobilisation des jeunes a entraîné un sursaut salutaire du mouvement ouvrier, généralement discret sur les persécutions des Roms. Tous les partis d'origine ouvrière ont protesté, y compris LO qui avait demandé à Chirac en 2005 une loi contre le voile à l'école et du PCF qui avait demandé à Sarkozy en 2009 une loi contre le port de la burka dans la rue.

Néanmoins, le mouvement de la jeunesse est confronté à l'activité des bureaucraties politiques et syndicales qui tentent de le ramener dans le cadre du social-patriotisme et de l'État bourgeois. Les grands partis réformistes et les directions confédérales sont habitués à défendre « l'intérêt national », la « compétitivité » du pays, « l'industrie » française, la « République » bourgeoise. Aucun parti ouvrier, aucun syndicat ne revendique, pour les étudiants et les

travailleurs, la liberté démocratique élémentaire de pouvoir circuler et s'établir librement dans le monde.

Les syndicats lycéens FIDL et UNL sont dirigée par le PS. Sans avoir de réelle base syndicale dans les collèges, les LP et les lycées, ils disposent des moyens matériels. S'étant placée à la tête du mouvement, la FIDL s'efforce de protéger le président et de canaliser sur la seule démission de Valls le rejet de la politique de l'immigration. La FIDL n'est pas la seule.

Le Parti de gauche exige la démission de Manuel Valls, ministre indigne de la République. (PdG, *Communiqué*, 16 octobre 2013)

Le PCF, défend l'honneur de « la République », c'est-à-dire l'État bourgeois français.

L'expulsion de la jeune collégienne est une honte pour la République... laver l'affront que viennent de subir les valeurs de la République. (Pierre Laurent, *Communiqué*, 16 octobre 2013)

Le dernier gouvernement qui comprenait Mélenchon et le PCF, celui de Jospin, s'était bien gardé d'annuler les lois contre l'immigration et de fermer les centres de rétention.

Le petit POI tente de dissimuler la responsabilité de la classe capitaliste française en mettant en cause « *les directives de l'Union européenne* » (Gluckstein et Schivardi, *Communiqué*, 18 octobre).

Mais la « politique de l'immigration » contre les travailleurs et les étudiants étrangers est décidée par chaque État bourgeois national, comme les cadeaux aux banques et aux groupes automobiles, la flexibilisation des salaires et des horaires de travail, les attaques contre les retraites des salariés, les impôts qui exemptent les riches et les groupes capitalistes, la répression policière, les interventions impérialistes à l'étranger. Tous les gouvernements d'Europe sont responsables des naufrages de Lampedusa.

Ce n'est pas seulement l'expulsion d'une collégienne qui est une honte, mais les 30 000 expulsions opérées chaque année par les douaniers et les policiers de « la République », les restrictions anti-démocratiques et xénophobes de tous les États bourgeois du monde, dont l'État français. Ce n'est pas seulement un ministre qu'il faut chasser, mais tout le gouvernement et tout l'appareil d'État.

Pour la démocratie, pour l'internationalisme

L'extermination des Juifs et des Roms, deux minorités nationales d'Europe, par le régime nazi et ses complices (comme la police française et le gouver-

nement légal de Pétain), avait été préparée au 20^e siècle par la recherche de boucs émissaires pour les défaites militaires et les crises capitalistes. Les capitalistes finançaient et armaient les partis fascistes qui attaquaient les grèves et les organisations ouvrières. Avec la crise capitaliste mondiale, tous les gouvernements bourgeois cherchent des exutoires au chômage et au déclin économique en ciblant les travailleurs étrangers et les minorités religieuses ou ethniques (ici, les musulmans et les Roms). Des partis fascistes comme Aube dorée en Grèce s'en prennent aux étrangers. En France même, les groupes fascistes ont agressé des féministes, des homosexuels, des syndicalistes étudiants et assassiné un militant antifasciste.

Pour en finir avec le nationalisme, la xénophobie et le racisme, il faut extirper le capitalisme et liquider sa république. Le premier programme ouvrier international rédigé par Marx affirmait : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie* ». (*Manifeste du parti communiste*, 1848). La première République ouvrière, la Commune de Paris de 1871, a rassemblé sous le drapeau rouge les travailleurs de toutes les nationalités contre la bourgeoisie française de la 3^e République siégeant à Versailles, qui préférait la capitulation devant la monarchie prussienne à la révolution.

Toutes les organisations qui se réclament des jeunes et des travailleurs doivent exiger :

- Arrêt des destructions de camps des Roms ! Emplois et logements décents pour tous les travailleurs, français et étrangers ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Fermeture des centres de rétention !
- Abrogation de toutes les dispositions contre les travailleurs et les étudiants étrangers ! Liberté de circulation et d'établissement des travailleuses, des travailleurs, de leurs familles, des étudiants ! Mémes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !
- Autodéfense des manifestations, des locaux, des quartiers contre la police et les fascistes ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

27 octobre 2013

Réchauffement climatique seul le socialisme mondial peut sauver l'humanité

Le climat terrestre change sous l'action du capitalisme

Le 5^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été rendu public le 27 septembre. Cet organisme, né en 1988, est constitué de centaines de scientifiques de 195 pays. Il a confirmé le réchauffement climatique en cours.

Les experts du climat estiment désormais « extrêmement probable » - c'est-à-dire, avec une probabilité supérieure à 95 % - que l'élévation de la température terrestre relevée depuis le milieu du XX^e siècle est bel et bien le fait de l'accumulation des gaz à effet de serre d'origine humaine. (Le Monde, 28 septembre 2013)

Exprimant le consensus des scientifiques dans ce domaine, le GIEC n'en reste pas moins sous la domination des grandes puissances impérialistes qui le financent à travers l'ONU, ce qui pourrait bien le conduire à minimiser les dégâts climatiques du mode de production capitaliste.

Le GIEC dresse plusieurs scénarios, en fonction de l'attitude que pourrait avoir l'ensemble des États de la planète. Le pire prévoit « une hausse possible de 4,8 °C d'ici la fin du siècle ». Le capital a engendré une catastrophe écologique mondiale.

Les conséquences de cette hausse de la température sont déjà bien réelles et visibles : perte de plus de 10 % de la banquise arctique estivale depuis 1979, hausse du niveau de la mer, augmentation de l'activité cyclonique, hausse des précipitations dans certaines régions, assèchement continu dans d'autres, acidification des océans.

L'humanité paye déjà le prix de l'irrationalité du mode de production capitaliste

Les sources du réchauffement sont les gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, sulfates, aérosols, protoxydes d'azote, méthane...) d'origine humaine. Ces gaz produits au fil des décennies augmentent l'effet de serre naturel de notre planète dont l'atmosphère permet de conserver une partie

de la chaleur reçue du soleil. Aujourd'hui, ces gaz émis depuis l'apparition du capitalisme sont le fait des combustibles fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon...), de la déforestation, de l'agriculture et l'industrie. Et si une partie est absorbée naturellement par la Terre, via ses océans, son sous-sol et ses forêts, une partie de plus en plus grande reste confinée dans l'atmosphère, accentuant le réchauffement climatique.

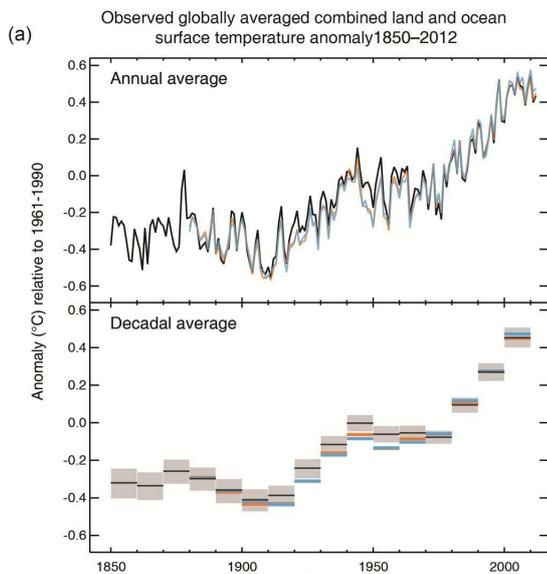
Il s'agit d'un phénomène qui est mondial. Quel que soit l'endroit d'émission, il affecte toute la planète. Ces changements du climat ont des effets directs sur la population. Certaines zones rurales sont un peu plus soumises aux aléas de la météorologie pour leur récolte. L'acidification des océans fragilise les barrières de corail et la chaîne alimentaire.

L'augmentation des catastrophes liées au climat tue déjà. Des millions de personnes sont chassées par des inondations, sécheresses et cyclones, les soumettant un peu plus à la misère que le capitalisme a engendrée. Les phénomènes comme le cyclone Katrina à la Nouvelle Orléans (2005), le récent ouragan aux Philippines et ses dizaines de milliers d'exilés se multiplieront.

Les États capitalistes sont incapables de protéger la planète

Toutefois, au contraire des accusations culpabilisatrices des médias de la classe sociale dominante, tous les humains ne sont pas responsables de ce désastre. Non seulement seuls les capitalistes guidés par le profit sont les véritables maîtres du monde mais ils se font concurrence par États interposés qui refusent, dans la rivalité qui les dresse les uns contre les autres, d'entraver leur économie nationale et leurs groupes, par des règles pourtant nécessaires à la société humaine mondiale.

En effet, les grandes puissances impérialistes, déjà responsables de la barbarie, de la misère et de



Décalage de température sur toute la planète par an (en haut) et par décennie (en bas). [source GIEC]

l'exploitation, sont aussi les premières productrices de gaz à effet de serre. Pour le principal gaz responsable du réchauffement climatique, le dioxyde de carbone (CO₂), le premier producteur est la Chine avec 27 % des émissions et viennent ensuite États-Unis (16 %), Russie (7 %), Inde (4 %), Brésil (4 %), Allemagne (4 %), Japon (3 %), Royaume-Uni (2 %), France (1,3 %). Ces grandes bourgeoisies, dont certaines furent le berceau du capitalisme, se réunissent régulièrement dans des conférences internationales consacrées au climat, mais leur concurrence les empêche de freiner le réchauffement.

Mardi 5 novembre, à la veille de la Conférence de Varsovie, le Programme des Nations unies pour l'environnement a une nouvelle fois alerté les gouvernements. Le bilan annuel montre que l'écart entre la trajectoire suivie par les émissions de CO₂ et celle qui permettrait de limiter à 2°C le réchauffement ne cesse de s'amplifier. (Le Monde, 6 novembre 2013)

De la Conférence de Genève en 1992 à celle de Cancun en 2012, les puissances impérialistes ne se sont pas mises d'accord et conduisent la planète à la catastrophe. Par exemple, les États-Unis ont refusé de signer les obligations du sommet dit de Kyoto (1997), obligations fort peu contraignantes d'ailleurs. Pour preuve, les objectifs de Kyoto n'ont pas été atteints par leurs signataires. La gestion en fonds tendus des entreprises et la

volonté de limiter la puissance sociale des travailleurs de chemins de fer a conduit partout à privilégier le transport routier au ferroviaire.

La crise capitaliste mondiale de 2008 a encore renforcé l'égoïsme national. Chaque État a sauvé son capitalisme, sans se soucier de l'environnement. Par exemple, en France, Sarkozy a subventionné en 2009 les achats d'automobiles et les deux groupes français de l'automobile. Le gouvernement fédéral du Canada a autorisé l'exploitation et l'exportation de lignite et des schistes bitumeux, les plus polluants des minerais fossiles. Le capitalisme américain a joué à fond du gaz et du pétrole de schiste de son sous-sol, devenant un des premiers producteurs mondiaux de ces sources d'énergies qui contribuent au réchauffement de l'atmosphère de la planète.

L'écologisme politique, impuissant et réactionnaire

L'écologisme politique est pro-capitaliste. Il ne met pas en cause le mode de production capitaliste, mais le « productivisme », voire, pour son aile fondamentaliste et obscurantiste, la science et la technique en tant que telles.

Il suffirait de contraindre le capitalisme, d'en faire un capitalisme vert. Mais le mode de production capitaliste repose sur l'accroissement infini de la valeur, ce qui se traduit par la recherche acharnée du profit pour chaque capital individuel (entreprise). Son maintien entraîne nécessairement des gaspillages ou des consommations inutiles en même temps que des pénuries de ce qui est nécessaire et des privations pour de larges masses.

En France et partout où ils l'ont pu, les « verts » ont participé à des gouvernements bourgeois. Leurs chefs y ont certainement trouvé des satisfactions personnelles, sans parler des finances des partis concernés, mais le capitalisme n'a guère été bridé et l'environnement mondial de l'humanité a continué à se dégrader. Les partis écologistes ont même voté des budgets militaires, le plus grand gaspillage possible puisqu'il ne s'agit de moyens de destruction des humains et de leurs moyens de produire, voire soutenu des guerres impérialistes,

qui ont eu des effets désastreux sur l'environnement, particulièrement en Irak.

Qui plus est, l'aile la plus réactionnaires prêche la « décroissance », c'est-à-dire l'autarcie et la sous-consommation des masses.

Les écolo-réformistes contre le communisme

Des partis « rouges et verts » sont même apparus, témoignant de l'influence de l'écologisme politique sur le mouvement ouvrier. Ils sont fondés par des sociaux-démocrates avides de voix, des stalinien en quête de reconversion après la restauration du capitalisme en URSS et en Chine, des révisionnistes du trotskysme qui suivent les derniers engouements de la petite bourgeoisie : Groen-Links aux Pays-Bas, Sinistra, ecologia e libertà en Italie, SA en Australie, SR en Grande-Bretagne, De Rödgröna en Suède, Enhedlisten au Danemark, Syriza en Grèce, NPA et PdG en France...

Les Verts ont fait évoluer les esprits et le mien en particulier... Il fallait être aveugle pour ne pas voir que le modèle communiste, comme le modèle social-démocrate, intégrait une dimension productiviste qui est une aberration eu égard aux limites de la planète. (Jean-Luc Mélenchon, TerraEco, novembre 2011)

Tous ces mouvements prétendent que le mode de production capitaliste peut être régulé.

Comment sauver la planète ?

Même si les fondateurs du communisme moderne n'avaient pas pu prédire le réchauffement climatique, leur analyse permettait de prévoir que les rapports de production capitalistes conduiraient à la surexploitation des travailleurs et de la Terre elle-même.

La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroît sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce trans-fère bien au-delà des frontières du pays considéré... La grande industrie et la grande agriculture exploi-

tée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débiliter les ouvriers et l'industrie et le commerce de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'exploiter la terre. (Karl Marx, Le Capital, III, 1867, Progrès, 1986, p. 848)

Face à ce danger, les communistes préparent la révolution sociale.

Seule la République socialiste mondiale, modifiant en profondeur les rapports de production sur toute la planète peut sauver l'atmosphère ainsi que la biodiversité qui sont les biens communs de l'humanité. En assurant le contrôle des travailleurs sur la production, en la planifiant selon les besoins de l'humanité tout en améliorant la productivité pour libérer les humains du travail nécessaire, en tenant compte des ressources et de l'impact sur l'environnement, une telle société aura la possibilité d'infléchir les rapports entre l'humanité et la nature, tout en satisfaisant les besoins humains.

Sur ce chemin, la première tâche de la classe ouvrière est d'exproprier le capital et de renverser l'État bourgeois qui le protège, condition nécessaire pour que la dictature du prolétariat ouvre la voie au communisme :

Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et mettre le gouvernement au service de la société, il faut « exproprier les expropriateurs ». Seule une classe puissante, intéressée à sa propre libération et opposée aux expropriateurs capitalistes, est capable d'accomplir cette tâche. Ce n'est qu'alliée à un gouvernement prolétarien qu'une équipe de techniciens qualifiés peut construire une économie réellement scientifique et réellement rationnelle, c'est-à-dire socialiste. (Léon Trotsky, « Le marxisme et notre époque », 26 février 1939, Œuvres, ILT, t. 20, p. 176)

20 novembre 2013

1 000 ouvrières victimes en quelques minutes de l'avidité du capital

Le 24 novembre 2012, un incendie détruit l'usine Tazreen Fashion de la banlieue de Dacca, la capitale du Bangladesh, tuant plus de 100 ouvriers du textile. Le 24 avril 2013, un immeuble du Rana Plaza qui contenait cinq usines de confection et qui bafouait les règles en matière de construction, s'effondre en entraînant la mort d'au moins mille cent ouvriers.

Bien que le pays soit entravé par des infrastructures limitées, qu'il ne soit pas producteur de coton (il faut importer le coton ou le tissu de coton, surtout d'Inde ou de Chine) et que sa main-d'œuvre soit peu productive, il est devenu le deuxième exportateur de vêtements du monde. L'industrie textile représente 80 % des exportations de ce pays – dont 60 % sont destinées à des pays de l'Union européenne – et emploie trois millions de personnes – soit près de 30 % de la main-d'œuvre industrielle – dont 90 % de femmes. L'économie capitaliste bangladaise dispose d'une main-d'œuvre encore moins payée et moins protégée qu'en Chine et en Turquie.

Dans les décombres, on a retrouvé des étiquettes Auchan, Mango ou Tex, la marque textile de Carrefour. (Challenges, 23 mai 2013)

Outre les salaires qui restent bas malgré des grèves sauvages récurrentes (souvent avec le soutien des habitants du quartier et des étudiants), les 4 millions de salariés du textile sont entassés pour travailler dans les étages d'immeubles bafouant les normes de sécurité, où les accidents du travail et les incendies sont fréquents.

Dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. (Karl Marx, Le Capital, I, 1867, ch. 10)

Il faut ajouter la répression dont sont victimes les syndicalistes de la part des policiers, des juges et des hommes de main des patrons, n'en déplaise aux sectaires (CCI, QI-WSWS...) qui voient dans les syndicats de purs organismes bourgeois.

Aminul Islam était l'un des principaux organisateurs du Centre pour la solidarité des travailleurs du Bangladesh (BCWS) et président du comité local pour Savar et Asulia de la Fédération des travailleurs de l'industrie et du textile de Bangladesh (BGIWF)...

Bangladesh Pour les revendications ouvrières pour une révolution sociale

Aminul Islam avait été détenu et torturé par la sécurité de l'État en 2010. Son corps gravement mutilé a été retrouvé à une centaine de kilomètres du lieu où il a été aperçu pour la dernière fois. (Confédération syndicale internationale, 16 avril 2012)

Deux travailleurs de l'usine de tabac Akij Bidi, dans le district de Daulatpur, ont été abattus par des milices du gouvernement hier alors qu'ils protestaient pour réclamer des arriérés et une augmentation salariale. (CSI, 18 juillet 2012)

À la suite de la dernière vague de grèves dans l'industrie de la confection, le gouvernement a été contraint de pousser le patronat à accepter une augmentation. Les ouvriers continuent à protester contre son insuffisance, d'autant que l'inflation dépasse 7 %. Deux ont été assassinés, trente autres blessés, et des dizaines arrêtés.

Les tensions sociales restent très vives au Bangladesh, bien que le gouvernement ait décidé, le 13 novembre, d'augmenter de 76 % le salaire mensuel minimum des ouvriers du textile à 68 dollars (50,50 euros).

Plusieurs milliers d'employés de cette industrie ont manifesté, lundi 18 novembre, contre ce salaire qu'ils estiment encore trop faible pour vivre décemment. Et selon les syndicats, les salariés les plus expérimentés ne profiteraient pas de cette hausse, certains patrons d'usine ayant réagi en annonçant une diminution des indemnités de transport et de repas.

Deux employés sont morts au cours de heurts avec la police et, selon l'association des fabricants et exportateurs de textiles du pays, 140 usines ont fermé. (Le Monde, 19 novembre 2013)

« *Ateliers d'ateliers* », 1^{er} mai 2013, FranceTVinfos



Toute la bourgeoisie mise plus ou moins sur le cléricanisme

La bourgeoisie du sous-continent indien s'est avérée incapable de l'unifier, d'échapper à la domination étrangère, de supprimer les castes et le patriarcat. Comme le disait dès 1841 Charles Fourier, « *le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale* ».

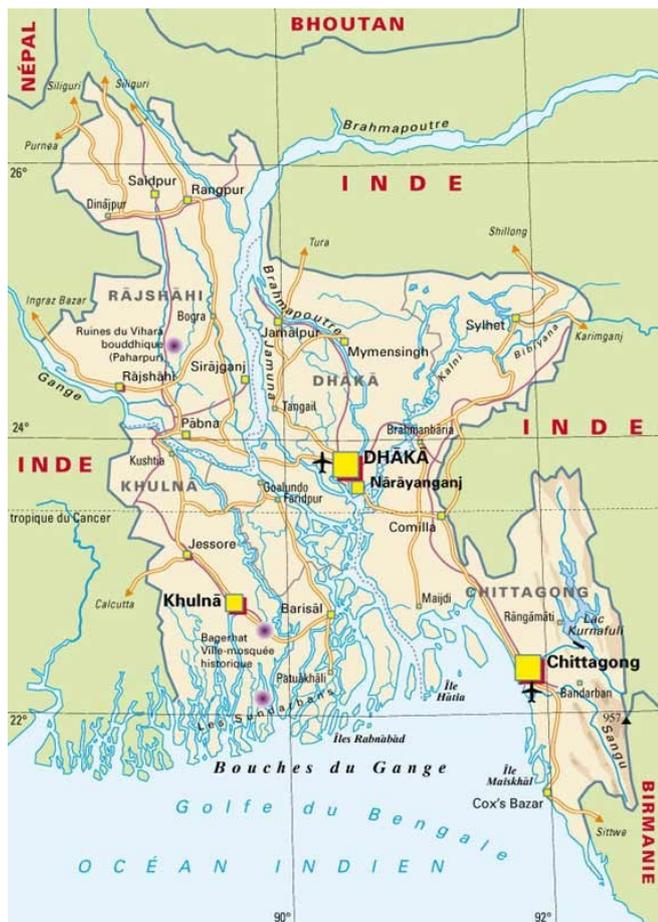
Au Bangladesh, les deux principaux partis bourgeois ne se différencient que par leurs alliances internationales et nationales.

Le Parti nationaliste du Bangladesh (PNB) reçoit l'appui de la mouvance islamiste. Le principal parti cléricale, le Bangladesh Jamaat-e-Islami est issu du Jamaat-e-Islami, un parti de « l'empire des Indes » encore plus réactionnaire que la Ligue musulmane. Il veut remplacer l'alliance avec l'Inde par des relations plus étroites avec le Pakistan (et l'Arabie saoudite). Il exige la charia et s'est opposé à l'égalité constitutionnelle des femmes et des hommes. Ses nervis attaquent les minorités religieuses (bouddhistes, hindous, chrétiens, musulmans ahmadiyyas).

La Ligue Awami (LAB) se réclame de la laïcité et du socialisme, comme tant de nationalistes bourgeois (voir, plus récemment, le colonel Chavez au Venezuela), mais elle a toujours défendu la classe capitaliste et elle s'est coulée dans la partition du Bengale entre musulmans et hindous. Les premiers ministres LAB se réfèrent souvent à Mahomet. En juin, le gouvernement Sheikh Hasina a maintenu l'islam comme religion d'État. Pourtant, le mouvement ouvrier reste, pour l'essentiel, subordonné à la LAB qui interdit les syndicats dans le textile et dont l'ancien dirigeant de la jeunesse est le propriétaire de l'immeuble, illégal, qui s'est effondré en avril. C'est le cas des principaux partis issus du stalinisme, le Parti communiste bangladais et le Parti des travailleurs.

Cela permet à la LAB et au PNB d'alterner au pouvoir, sans que jamais soit tracée une voie socialiste à cette fausse alternative.

Les sondages montrent que l'opposition du BNP conduit par Khaleda Zia est bien plus populaire que la Ligue Awami de Sheikh Hasina. (The Economist, 9 novembre 2013)



Mais les opprimés et les exploités, eux, n'ont rien à attendre de ces deux partis bourgeois, ni en général du camouflage parlementaire de la domination politique de leurs exploités.

Pour une stratégie de révolution permanente et un parti qui la mette en oeuvre

Le Bangladesh ne peut connaître la démocratie que si la classe ouvrière s'émancipe de toutes les fractions de la bourgeoisie, s'unifie malgré les religions et les ethnies, prend le pouvoir en ralliant les paysans pauvres, les artisans et petits commerçants, les cadres, les étudiants, les minorités religieuses. Le Bangladesh ne peut échapper à l'obscurantisme clérical, qui s'étend depuis la partition de l'empire des Indes, et qui se renforce dans le monde entier, qu'avec une révolution sociale. Le Bangladesh ne peut se développer que si la révolution socialiste s'étend à toute la péninsule et à la Chine, lui permettant de collaborer avec les autres gouvernements ouvriers et paysans qui en seront issus. Le Bangladesh ne peut survivre que si la révolution

socialiste mondiale arrête le réchauffement climatique.

Pour accomplir cette tâche, il faut un instrument, un parti ouvrier révolutionnaire, démocratique et internationaliste, basé sur la théorie marxiste et sur l'exemple du bolchevisme. Un tel parti regroupera probablement, outre les forces nouvelles des ouvrières du textile et des étudiants, de nombreux militants issus du prétendu « marxisme-léninisme ». Encore faut-il que ces militants, fractions, organisations parviennent, forcément en lien avec les communistes internationalistes du reste du monde, à s'arracher à l'opportunisme menchevik, stalinien et maoïste et aussi à l'influence délétère du centrisme pseudo-trotskyte qui en reprend de fait l'héritage (parlementarisme, alliance avec la bourgeoisie, révolution par étapes, parti non délimité du réformisme, etc.).

- Droit à se syndiquer ! Pour une confédération syndicale de tous les salariés, démocratique et indépendante de tous les partis bourgeois et de l'État ! Échelle mobile des salaires ! Emprisonnement des patrons qui arment des nervis contre les grévistes ou dont les établissements et locaux sont dangereux ! Expropriation des grandes entreprises capitalistes et des grandes propriétés foncières !
- Crèches et garderies de qualité pour les enfants des travailleuses ! Interdiction de l'exploitation des enfants ! Droit à l'instruction pour tous les enfants des deux sexes !
- Interdiction des mariages forcés ! Sanction pénale des « crimes d'honneur » contre les femmes ! Éducation sexuelle des jeunes, contraception gratuite, droit à l'avortement ! Égalité juridique complète des hommes et des femmes !
- Séparation de la religion et de l'État ! Rupture des toutes les organisations ouvrières avec la Ligue Awami ! Comités des masses dans les entreprises, les quartiers, les universités, les villages ! Désarmement de l'armée, des gardes paramilitaires, de la police, des services secrets et des milices islamo-fascistes ! Armement du peuple !
- Gouvernement ouvrier et paysan émanant des élus révocables des comités ! Fédération socialiste du sous-continent indien !

Égypte : la classe ouvrière face à la junte militaire

Près de trois ans après la chute de Moubarak et malgré tous ses efforts pour préserver son appareil d'État contre la classe ouvrière qui ne cesse de combattre, la bourgeoisie égyptienne ne parvient toujours pas à stabiliser la situation, c'est-à-dire à faire refluer le mouvement des masses afin de rétablir les conditions d'exploitation « normales » de la force de travail.

Dès le début du soulèvement de la jeunesse, rapidement rejointe par les travailleurs, en janvier-février 2011, l'armée a pris le pouvoir. Mais la junte n'a pu casser la montée ouvrière en interdisant les grèves et en déchaînant la répression contre la jeunesse. Les grèves de masse ont déferlé dans tous les secteurs (transports, métallurgie, enseignement, médecine, etc.) et dans le même temps se sont constituées des organisations syndicales refusant la tutelle du gouvernement. Partout les travailleurs se sont organisés pour chasser les « petits Moubarak », c'est-à-dire les défenseurs de l'ancien régime qui s'appuient sur le patronat et l'ancien appareil d'État entièrement préservé.

En 2012, la bourgeoisie, profondément divisée, a utilisé l'arme du parlementarisme pour tenter d'atomiser le prolétariat, de relégitimer l'État bourgeois et de mettre fin au « désordre », c'est-à-dire aux luttes incessantes d'une jeunesse et d'une classe ouvrière de plus en plus combatives.

Tous les partis ouvriers (PCE, SR...) ont complété cette diversion en mettant sur pied un bloc avec la bourgeoisie « libérale » ou « nationale » sous forme du Front du salut national puis en 2013 de Tamarrod. Les deux centrales syndicales nées en dehors de l'Union générale, le syndicat étatique créé par le colonel Nasser, se sont liées aux bureaucraties syndicales d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest, elles-mêmes au service de leur impérialisme respectif, et ont appuyé « l'Assemblée constituante » de la junte.

Les élections, législatives puis présidentielle, ont donné une majorité aux deux partis islamistes (Frères musulmans, Al Nour). Un an de gestion du capitalisme par les FM, d'islamisation, de manoeuvres antidémocratiques et de répression contre les grévistes, les révolutionnaires, les artistes et les chrétiens, n'ont fait qu'exacerber les contradictions de classes à tel point que l'état-major de l'armée a décidé de chasser les cléricaux du pouvoir avant que les masses ne le fassent elles-mêmes et ouvrent une situation incontrôlable.

La classe ouvrière ne dispose à cette étape d'aucune organisation révolutionnaire, vraiment indépendante de ses exploiters et de leur État. Les Socialistes révolutionnaires se sont adressés à la junte pour qu'elle constitue un bon gouvernement et mène une politique favorable aux masses. Le coup d'État a reçu le soutien sans fard du Parti communiste égyptien et des centrales syndicales. Le président d'une d'entre elles, la Fédération des syndicats indépendants d'Égypte, a même rejoint le gouvernement qui sert de faux nez à la junte militaire.

Un aréopage de délégués de partis bourgeois s'affaire à rédiger une nouvelle constitution soumise, en principe, à référendum début 2014 et visant à maintenir la classe ouvrière dans la soumission et stabiliser l'État. Il n'est pas certain que la dictature militaire et ses complices y parviennent.

Car cinq mois de répression féroce n'ont pas fait céder la résistance de l'aile cléricale de la bourgeoisie. Elle s'appuie toujours sur le clergé sunnite, une fraction significative de la petite bourgeoisie (travailleurs indépendants, cadres), de leurs enfants (étudiants) et une énorme masse de déshérités (paysans pauvres, chômeurs, déclassés...). Seul un parti révolutionnaire pourrait arracher ceux-ci à l'arriération ; seule la dictature du prolétariat pourrait les sortir de la misère.

La classe ouvrière elle-même poursuit son combat : à l'automne, les grandes grèves dans la sidérurgie de Suez (qui a été réprimée) et surtout celle des ouvriers du textile de Mahalla, manifestent que le feu couve toujours sous la cendre. Le gouvernement en est conscient qui a doublé les salaires, dérisoires, des fonctionnaires, très mécontents car l'inflation galopante a tôt fait d'en annuler les effets. Rien n'a été accordé, par contre, aux salariés des entreprises où sont concentrés les deux tiers du prolétariat. L'effervescence sociale n'est pas retombée, à tel point que le nouveau président de Fédération des syndicats indépendants, a déclaré en septembre sous la pression de la base :

J'avertis le gouvernement. S'il ne tient pas compte des demandes ouvrières... il y aura une troisième révolution ouvrière, dans les usines, contre le gouvernement, partout.

La classe ouvrière, en Égypte, quoique dépourvue pour l'instant de toute organisation révolutionnaire, menacée de tous les dangers, n'a pas dit son dernier mot.

15 novembre 2013

Tunisie : une situation grosse de grands combats de classe



La bourgeoisie ne parvient pas à stabiliser la situation. Comme en Égypte, la classe ouvrière et la jeunesse restent combatives. Cette énergie révolutionnaire, faute d'un parti ouvrier révolutionnaire, ne parvient pas à se concentrer sur la question du pouvoir des travailleurs dont toutes les organisations ouvrières existantes se refusent à ouvrir la perspective. Dans une situation politique bloquée depuis des mois et devant la paralysie des institutions dont la bourgeoisie semble s'accommoder, la direction de la centrale syndicale UGTT, qui joue un rôle politique croissant de conciliation entre les classes, s'inquiète. Son secrétaire général déclarait :

Quand un peuple n'a plus confiance dans ses élites, les choses deviennent vraiment graves. Si par malheur on ne trouve pas d'issue à cette crise, le peuple furieux pourrait investir la rue, comme en ce 17 décembre 2010. Il n'épargnerait alors personne, ni société civile, ni pouvoir. (La Presse, 25 septembre 2013)

Et pourtant, les bureaucrates qui dirigent l'UGTT ne ménagent pas leurs efforts pour débloquer la situation afin de rétablir un fonctionnement « démocratique » des institutions accaparées par les islamistes. Après l'assassinat de Mohamed Brahmi le 26 juillet (qui vient lui-même après celui de Chokri Belaïd le 6 février), tous deux dirigeants du Front populaire, bloc de formations nationalistes et de partis ouvriers (dont le Parti des travailleurs maoïste), la direction de l'UGTT a proposé que tous les partis s'unissent pour former un gouvernement d'union nationale. La centrale

syndicale a pris langue avec l'UTICA, l'organisation patronale, et ils ont proposé une « feuille de route » pour cet objectif, qui a été acceptée par 31 partis, tant les islamistes au pouvoir que l'opposition bourgeoise avec le soutien du Front populaire et les éloges de l'impérialisme.

Mais depuis des mois, en dépit d'un accord purement verbal, Ennahda, l'organisation tunisienne des Frères musulmans qui contrôle le gouvernement, se refuse à mettre en œuvre l'essentiel du plan : démissionner pour laisser place à un gouvernement « apolitique » de techniciens, achever la rédaction de la constitution et voter une loi électorale pour les prochaines législatives et présidentielles. Ennahda entend gagner du temps, mettre ses hommes en place dans tout l'appareil d'Etat et poursuivre une politique d'austérité (réduction des dépenses publiques, blocage des salaires pour 2014, etc.)

C'est ce que la classe ouvrière et les masses ne sauraient accepter longtemps : grèves, manifestations de toutes sortes, déferlement dans tout le pays, et la bureaucratie de l'UGTT a le plus grand mal à empêcher que les forces concentrées du prolétariat n'entrent en mouvement à Gafsa, dans l'industrie des phosphates. La révolution sociale est ce que craint la direction de l'UGTT qui n'ouvre comme perspective aux masses que la collaboration de classe avec les partis bourgeois regroupés autour du principal d'entre eux, Nidaa Tounes (Appel de la Tunisie), très respectueux des institutions, dans lequel s'est liquidé l'ancien parti stalinien (PCT-Ettajdid). Le Front populaire affirme vouloir participer au « dialogue national » de tous les partis pour sauver « la démocratie », en fait préserver l'État bourgeois tout en écartant le parti clérical.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses qui rejettent le pouvoir des islamistes, tout comme le chômage et la misère qui s'accroissent, représentent la seule force à même de débloquer la situation. De grands combats de classe se préparent.

15 novembre 2013

Tract diffusé à Oakland le 8 octobre dans le rassemblement de soutien aux travailleurs des transports publics

Tous dans la rue pour une grève massive jusqu'à la victoire !

À seulement deux jours de l'entrée en vigueur du préavis de grève du 10 octobre, les patrons de BART [« Bay Area Rapid Transit District », les transports publics de l'agglomération de San Francisco, Californie], leurs soutiens capitalistes, les briseurs de grève et la police sont prêts. Le sommes-nous ?

Cette grève ne portera pas seulement sur des questions d'argent ou même de conditions de travail ou de sécurité. Elle est vouée par les circonstances historiques actuelles à devenir une grève politique. Les gouvernements locaux et fédéraux, en tant que serviteurs des capitalistes de la baie de San Francisco [SF, Oakland, Berkeley, Fremont, Walnut Creek...] sont déterminés à briser l'ossature de nos syndicats. La baie de San Francisco est l'un des derniers bastions ouvriers organisés aux États Unis. Si nous voulons le conserver, les travailleurs feraient mieux de se réveiller.

Les patrons ont déjà remporté deux victoires décisives dans le Midwest. Dans le Wisconsin, ils ont sévèrement limité le droit des travailleurs aux conventions collectives, obligé les syndicats des travailleurs de la fonction publique à obtenir une certification annuelle et à percevoir directement les cotisations, au contraire du système de prélèvement sur le bulletin de salaire qui existait jusqu'alors. Dans le Michigan, lieu de naissance des syndicats de l'automobile et du CIO après de sanglantes confrontations avec l'État, ils ont imposé une loi sur le « droit au travail » et l'« atelier ouvert » qui sape toute la force historique des syndicats.

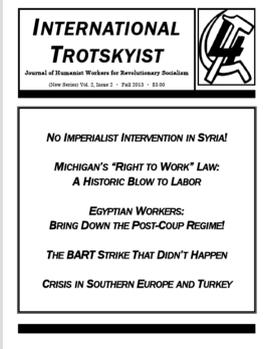
Les patrons savent déjà que la grève à venir chez BART est politique. Nous ferions mieux d'en prendre également conscience. Nous sommes engagés dans un combat pour nos vies. Nous devons clairement annoncer au public et aux alliés des syndicats que c'est un jour nouveau et que les travailleurs ne toléreront plus les attaques contre les droits aux compensations et aux prestations qu'ils méritent. Cette lutte ne concerne pas que les travailleurs de BART mais tous les travailleurs.

Les syndicats seuls ne peuvent pas battre les patrons. Pour gagner, nous avons besoin du soutien massif des communautés ouvrières. Les syndicats peuvent stimuler ce soutien en faisant de cette lutte une grève politique contre les attaques antisyndicales, les meurtres commis par la police et la terreur que fait régner l'ICE/La Migra [« Immigration Control Executives », la police de l'immigration].

Il y a trois conditions essentielles pour obtenir la victoire :

1 / Les trois syndicats doivent s'organiser en un seul comité de grève unifié, élu par les adhérents à partir de la base et sujet à révocation par la base s'il ne fait pas son travail. Un tel comité aurait la confiance des adhérents et pourrait se réunir chaque jour pour diriger la grève, tel le centre de commandement d'une armée au combat. Il pourrait mobiliser des piquets de grève massifs pour imposer l'essence fondamentale d'un syndicalisme de combat que les dirigeants actuels des syndicats (et malheureusement beaucoup de travailleurs également) semblent avoir oubliée : les piquets de grève signifient « on ne passe pas » et les jaunes qui tenteront de passer devront en être et en seront empêchés par tous les moyens nécessaires. C'est ce type de piquets de grève militants qui a permis aux syndicats de s'organiser et de gagner de bons accords par le passé et c'est leur disparition qui est en grande partie responsable du déclin des syndicats ces dernières décennies.

Un comité de grève militant constitué par la base pourrait envoyer des piquets de grève militants dans toutes les zones qui doivent être renforcées et soutenues. Par exemple, les patrons de BART ont formé des jaunes à Mare Island et les syndicats ont été incapables de les en empêcher. Si nous avons un comité de grève militant à l'autorité reconnue par la base, il pourrait envoyer des travailleurs, rejoints alors par leurs soutiens émanant des communautés opprimées, pour organiser des piquets de grève et empêcher les jaunes potentiels de suivre leur formation. Un comité de grève constitué par la base ne laisserait pas passer



le licenciement d'un sympathisant syndical tel que l'agent de gare de chez BART George Figueroa sans organiser une mobilisation de masse pour le défendre.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas d'un comité de grève constitué par la base et ils font de leur mieux pour éviter toute grève, et à plus forte raison une grève militante. Ces bureaucrates ont déjà fait savoir très clairement aux politiciens capitalistes qu'ils essayaient d'éviter une grève. C'est comme dire à votre ennemi, lors d'une guerre, que vous n'avez pas l'intention d'utiliser votre seule arme efficace ! Nous ne pouvons faire confiance à des bureaucrates comme eux pour mener le type de grève qu'il nous est nécessaire de mettre en œuvre pour gagner. Nous devons mettre en place un comité de grève constitué par la base même s'il nous faut le faire contre la volonté des dirigeants syndicaux et sans leur soutien. Parce que le temps nous est compté, il est insuffisant de se contenter de parler d'un comité de grève ; si un comité de grève n'est pas déjà élu et prêt à opérer le 10 octobre (premier jour de grève possible pour les syndicats, selon les patrons), les travailleurs seront privés d'un outil fondamental pour gagner la grève ; et les patrons ainsi que leurs politiciens auront leur première victoire.

Malheureusement, le Transport Workers Solidarity Committee [Comité de Solidarité avec les Travailleurs des Transports], le seul comité de solidarité indépendant impliqué dans la lutte actuelle de chez BART, s'est contenté de parler d'un comité de grève. Il n'a rien fait en pratique pour aider à en mettre un en place. C'est parce que le TWSC n'ose pas défier la bureaucratie syndicale sur cette question.

Lorsque des sympathisants des Humanist Workers for Revolutionary Socialism [Travailleurs Humanistes pour le Socialisme Révolutionnaire] et des Labor Black and Brown [Travailleurs Noirs et Hispaniques] ont demandé au TWSC, lors de leur dernière réunion, d'appeler à une assemblée des travailleurs de la base des trois syndicats de BART pour discuter de la mise en place d'un comité de grève constitué par la base, les militants radicaux qui dirigent le TWSC n'ont manifesté aucun intérêt dans ce sens. Il y avait des travailleurs de BART et un seul représentant syndical officiel à la réunion. Si chacune de ces personnes avait activement et expressément fait campagne au sein de son propre syndicat pour la création d'un comité de grève constitué par la base, nous sommes persuadés que des dizaines de travailleurs, qui sont remontés contre les bureaucrates inactifs, se seraient rendus à une telle assemblée. Cela aurait constitué un premier pas crucial vers la mise en place d'un comité de grève.

Pour résumer, sans un comité de grève élu et militant, les travailleurs perdront la guerre contre la direction de BART et sa police armée, qui essaieront de casser la grève. Se mettre en grève sans un tel comité c'est comme partir en guerre sans direction capable de mobiliser et diriger les troupes d'une façon qui puisse mener à la victoire. Une grève massive est une guerre politique et militaire et les travailleurs doivent s'y préparer en conséquence.

2 / Nous avons besoin d'une mobilisation de masse des communautés ouvrières et en particulier des communautés noire et hispanique opprimées. Pour gagner, les syndicats doivent appeler les communautés opprimées à contribuer à la constitution de piquets de grève par leur expérience militante et leur force. Comment ? Si les syndicats prennent des mesures pour défendre les communautés ouvrières opprimées contre la brutalité et les meurtres policiers dont elles sont les victimes, alors elles se reconnaîtront dans la grève des travailleurs de BART. Des actions communes dans les piquets de grève entre les travailleurs de BART et les communautés opprimées seront de fait un premier pas vers l'établissement de moyens de défense contre les attaques antisyndicales et contre la brutalité policière.

La mobilisation des communautés opprimées mènera inévitablement à une grève politique. En envoyant des militants syndicaux à la défense des communautés contre les attaques et les brutalités policières, les syndicats prouveraient alors qu'il s'agit d'une grève politique menée dans l'intérêt et au nom de toute la classe ouvrière. En retour, les syndicats se verraient garantir la présence de milliers de travailleurs et de jeunes noirs et hispaniques qui combattraient pour la victoire dans les piquets de grève et dans les rues.

Récemment, des dirigeants syndicaux ont commencé à parler du besoin de solidarité avec les communautés opprimées mais ils n'ont rien fait de concret pour mobiliser les travailleurs opprimés et les jeunes. Au lieu de cela, la bureaucratie organise des rassemblements bidon au cours desquels ils auto-

risent des représentants politiques du Parti Démocrate à parler. Les démocrates et les républicains sont tous deux des ennemis des travailleurs ! Les bureaucrates ont fait des discours pompeux pour dire que les syndicats ont besoin du soutien des « classes moyennes » et qu'ils ne souhaitent pas véritablement avoir recours à la grève. Mais lorsqu'on leur a demandé d'autoriser les familles dont les fils et les frères ont été tués par les flics à s'exprimer lors du rassemblement, les bureaucrates ont répondu qu'il ne restait pas de temps pour une prise de parole des familles. Ainsi, tout en faisant semblant de soutenir l'idée d'une mobilisation des opprimés en soutien des syndicats, dans la réalité, les bureaucrates ont torpillé ce pré-requis essentiel pour la victoire.

3 / Pour gagner, nous devons empêcher le gouvernement des patrons d'utiliser des lois nuisibles sur le travail pour briser les grèves. Le gouverneur Brown a déjà démontré qu'il fera tout ce qu'il peut pour empêcher une grève à BART et les représentants politiques des patrons parlent déjà de voter de nouvelles lois pour rendre illégales les grèves des travailleurs dans les transports publics. Votée en urgence, une loi de la sorte pourrait prendre effet immédiatement. Une grève est peu susceptible de durer plus de quelques jours avant que les patrons n'aillent à Sacramento et n'exigent du pouvoir législatif les moyens de l'écraser.

Si cela arrive, la réponse des syndicats doit être : légalement ou illégalement, nous ne reprendrons pas le travail et nous resterons organisés en piquets de grève jusqu'à la victoire ! Nous devons dire NON à toute renonciation ou capitulation des dirigeants syndicaux. L'adoption d'un positionnement militant et la désobéissance face à tout recours à la loi ou toute injonction de justice destinés à briser la grève, sont la seule façon de mettre fin aux vagues répétées de défaites que la classe ouvrière a subies au niveau national. Ne pas adopter cette position radicale c'est assurer la continuité de la démoralisation et de la défaite du mouvement ouvrier. Si l'on empêche les travailleurs des transports de se mettre en grève, combien de temps cela prendra-t-il avant que tous les travailleurs de la fonction publique, voire même tous les travailleurs, ne perdent ce droit eux aussi ? Si les travailleurs de BART ne désobéissent pas aux injonctions des tribunaux, l'ILWU [« International Longshore and Warehouse Union », syndicat des dockers du Pacifique] pourra-t-il le faire en 2014 ?

Nous devons d'ores et déjà commencer à convaincre tant les travailleurs de base dans les syndicats que nos alliés dans les communautés opprimées du besoin de mettre en œuvre une grève militante, y compris de refuser de reprendre le travail pour s'opposer aux lois réactionnaires et de désobéir aux injonctions. Nous comprenons bien qu'une telle lutte pourrait mener à des arrestations de dirigeants syndicaux et de travailleurs militants. Cela requiert aussi de se préparer à la possibilité d'une confrontation physique avec la police et toute force armée que l'État enverra pour briser la grève. C'est ainsi que nos camarades ont construit les syndicats dans les années trente et c'est la seule façon pour nous de mettre fin à la débâcle totale des syndicats aujourd'hui.

Pour finir, nous devons préparer une grève générale. Les travailleurs des transports d'AC ont déjà rejeté l'accord de traîtres que leurs bureaucrates syndicaux essayaient de leur imposer. Tous les efforts doivent être mis en œuvre pour construire la solidarité avec les travailleurs des transports d'AC et coordonner nos efforts de grève. Cela pourrait donner jour à une massive grève de solidarité de tout le mouvement syndical de la baie de San Francisco. Il nous faut défier et écraser toutes les lois réactionnaires telles que la loi fédérale Taft-Hartley, qui interdit les grèves de solidarité. Il s'agit d'une guerre des classes sans rémission et un seul camp en sortira victorieux.

- Tous dans la rue pour une grève générale massive !
- À tous les syndicats et aux communautés opprimées : défendez le droit des syndicats de BART à cesser le travail jusqu'à la défaite de notre ennemi !
- Défendez George Figueroa ! Refusez de reprendre le travail avant sa réintégration et la fin de toute poursuite à son encontre !

8 octobre 2013

Humanist Workers for Revolutionary Socialism

[Travailleurs humanistes pour le socialisme révolutionnaire] humanistsforrevolutionarysocialism.org

(traduction d'un lecteur de *Révolution communiste*,
les précisions entre crochets ont été ajoutées par la rédaction)

Il y a 40 ans au Chili

L'Unité populaire a trahi la révolution et ouvert en 1973 la voie à la dictature sanglante de Pinochet

2013, des commémorations à la gloire d'Allende

Les hommages appuyés au gouvernement de l'Unité populaire et à sa politique se sont multipliés en septembre. Ils mettent en avant la fin courageuse du président de l'Unité populaire Allende, pour mieux masquer sa responsabilité dans la contre-révolution et pour effacer de la conscience des travailleurs la leçon essentielle de cette tragédie : la nécessité de se défier de l'armée, de la police et d'écraser impitoyablement la contre-révolution. Le Parti de gauche affirme : « *le président chilien a donné sa vie pour défendre son idéal de justice sociale et de partage* ». Sa maison-mère déclare :

Le Parti socialiste s'associera mercredi 11 septembre 2013 aux cérémonies de commémoration du 40ème anniversaire de la mort du président Salvador Allende et du renversement du gouvernement d'unité populaire du Chili.

Quoique hostile au PS, *Le Monde diplomatique* est sur le même terrain avec son dossier *Il y a quarante ans, le coup d'État contre Salvador Allende*. Dans ce mensuel, se retrouvent sociaux-démocrates protectionnistes, chrétiens tiers-mondistes, staliniens défroqués, renégats du trotskysme, nostalgiques du gaullisme et charlatans keynésiens, fédérés contre le libéralisme (mais pas contre le protectionnisme), contre la finance (mais pas contre le capitalisme dans son ensemble), contre l'impérialisme américain (mais surtout pas contre l'impérialisme français),

Quelques heures avant sa mort, au cours d'une ultime allocution radiophonique, Allende déclare : « Ils ont la force, ils pourront nous asservir ; mais on n'arrête pas les mouvements sociaux, ni par le crime ni par la violence ». (*Le Monde diplomatique*, septembre 2013)

Ce résumé lapidaire de la politique d'Allende, président de la république élu au titre de l'Unité populaire, nous apprend au moins deux choses : premièrement que c'est en connaissance de cause qu'Allende refusa de faire appel à la mobilisation des masses et deuxièmement qu'il préférerait l'asservissement par la bourgeoisie à la prise du pouvoir du prolétariat.

Bien sûr que la violence de la bourgeoisie acculée arrête les mouvements sociaux si elle n'est pas prévenue ou contrée par la violence des exploités ! L'armée, la police, les services secrets et les fascistes sont faits pour cela, comme le démontre la phrase suivante du même dossier.

Début alors l'une des dictatures les plus brutales qu'ait connues l'Amérique latine : plus de trois mille morts, près de trente-huit mille personnes torturées et des centaines de milliers d'exilés. (*Le Monde diplomatique*, septembre 2013)

Ce qui prouve que, contrairement à ce qu'affirme le titre, ce n'est pas contre Allende qu'a eu lieu le coup d'État de Pinochet de septembre 1973, mais au premier chef contre la classe ouvrière et toutes ses organisations. À la suite du putsch, les syndicats et partis politiques de la classe ouvrière seront dissous, les militants syndicaux et politiques, les membres et les organisateurs des cordons industriels, des collectifs populaires de contrôle du ravitaillement et des prix (JAP), les dirigeants des conseils paysans et les militants paysans seront par dizaines de milliers licenciés, emprisonnés, torturés, assassinés.

C'était la revanche abjecte de la minorité capitaliste sur une révolution de la majorité laborieuse qui s'est produite en dépit de l'Unité populaire et qui est restée sans direction révolutionnaire.

1969, la formation de l'Unité populaire pour empêcher la révolution

Le Chili d'il y a 40 ans est un pays dominé, avec une bourgeoisie nationale profondément subordonnée au capital étranger. Il s'est vu assigner au sein de l'économie mondiale un rôle de producteur de matières premières agricoles et minières. La grande propriété foncière exploitant des paysans pauvres est consolidée (700 propriétaires accaparaient 55 % des terres exploitables). La bourgeoisie chilienne, incapable de développer l'économie nationale dans un cadre mondial impérialiste, tout en exploitant féroce son prolétariat urbain et rural, livre le pays au pillage.

Le prolétariat chilien est à un niveau d'organisation équivalent aux prolétariats européens. Au cours de son histoire, il a constitué des partis qui se réclament tous du marxisme (PS, PCCh, MIR...) et des syndicats dont le principal, la CUT, est dirigé par le Parti communiste chilien. Au milieu des années 1960, ouvriers et paysans engagent de grandioses combats. La montée des luttes impose au gouvernement du principal parti bourgeois, le Parti démocrate-chrétien (la DC) de promettre « réforme agraire » et « chilenisation » des ressources mi-

nières. En attendant, les possédants réagissent avec violence et, dès 1966, commanditent un massacre : l'armée commandée par le colonel Pinochet tue 14 ouvriers de la mine de cuivre El Salvador.

Les luttes sociales s'amplifient et amènent la division de la DC. Les dirigeants du Parti socialiste et du PCCh, dont la politique dépend de la bureaucratie privilégiée et conservatrice de l'URSS, proposent une alliance électorale à la bourgeoisie et la perspective d'un « *gouvernement populaire* ». Donc, plus de division entre les classes, pas d'union de la classe ouvrière et de la petite paysannerie contre la bourgeoisie, mais du « populaire » à tout va, l'alliance des classes exploitées avec les (ou une partie des) classes dominantes, donc la subordination de celles-là à celles-ci.

Ainsi naît en décembre 1969 l'Unidad Popular, coalition de type front populaire entre les partis traditionnels de la classe ouvrière chilienne -le PS et le PCCh- respectueux de la légalité bourgeoise, et des partis ou des bouts de partis bourgeois : le Parti radical, vieux parti réactionnaire lié à la bourgeoisie nationale et à l'oligarchie financière (qui pèse 20 % dans les élections jusqu'à la victoire de l'Unité populaire, ensuite 13 puis 3 %) changé miraculeusement en parti « de gauche » dans un congrès de 1969 et par son intégration dans l'UP. L'UP inclut le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire) et l'API (Action populaire indépendante), deux scissions de la DC. Elle est soutenue par les deux centrales, la Fédération syndicale nationale et la Centrale unique des travailleurs.

Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), un parti castriste dans lequel l'organisation trotskyste (POR) a été liquidée par le SUQI pabliste, suspend la guérilla rurale et apporte son soutien critique à l'UP.

1970, l'Unité populaire au pouvoir

Le candidat de l'Unité populaire l'emporte à l'élection présidentielle de 1970. Allende est confirmé président par un congrès alors dominé par la DC et le Parti national. Allende (dirigeant du PS) et Corvalan (dirigeant du PCCh) avalisent tous les garde-fous pour enserrer le mouvement dans la légalité bourgeoise. Allende signe ainsi pour devenir président, un « statut des garanties constitutionnelles » qui protège la propriété privée et les forces armées de la bourgeoisie :

Le régime de la propriété et le fonctionnement de ces moyens d'information ne pourront être modifiés que par une loi. Leur expropriation ne pourra être réalisée qu'en vertu d'une loi approuvée par chaque Chambre à la majorité des membres en exercice... La force publique est uniquement et exclusivement constituée par les forces armées et le corps des carabiniers...

Par contre, le vote des soldats promis par le programme de l'UP ne sera jamais octroyé... Le ministre de la Défense, dirigeant du Parti radical, annonce d'emblée la couleur :

Je ne permettrai pas que les partis politiques s'introduisent dans les rangs des Forces armées, quelles que soient les circonstances.

Le gouvernement saisit le journal du MIR, *El Rebelde*, en septembre 1971 pour avoir réclamé des droits démocratiques pour les soldats.

Non que l'UP n'ait rien fait en faveur des ouvriers et des paysans. Dans les tout premiers temps, des augmentations de salaires furent accordées, des entreprises nationalisées (mais payées à bon prix à leurs actionnaires), le blocage des prix instauré, l'amnistie politique accordée. C'est le moins que pouvait faire l'UP face à l'ampleur de la mobilisation.

Mais ces mesures ponctuelles se heurtent très vite à la réaction de la bourgeoisie qui n'a, elle, aucunement l'intention d'être pacifique et de laisser menacer sa domination par les masses exploitées sans réagir. Les banques bloquent le crédit, le patronat désorganise la production par des lock-out, liquide les augmentations par la hausse des prix, les latifundiaires affament les villes en stockant les récoltes et en vendant leurs troupeaux à l'étranger.

Il ne s'agit pas de telle ou telle réforme gouvernementale, souvent annulée par le sabotage des possédants et des exploités, mais de qui doit diriger la société, du combat de classe jusqu'au bout pour résoudre la question du pouvoir, de l'État.

Le 7 décembre 1971, Fidel Castro venu soutenir le bloc avec la bourgeoisie qui respecte la légalité bourgeoise accuse les masses (pas l'UP, pas Allende, pas le PCCh) d'être en retard sur la bourgeoisie.

1971-1972, face à la mobilisation des masses, la bourgeoisie locale se déchaîne, l'impérialisme américain finance la contre-révolution

Plus les masses se radicalisent, se mobilisent et s'organisent pour obtenir satisfaction à leurs revendications, plus la bourgeoisie chilienne - aidée par l'argent de la CIA et des « multinationales » américaines - se déchaîne et plus les dirigeants de l'Unité populaire s'opposent aux masses et protègent le pouvoir bourgeois. La bourgeoisie multiplie provocations, grèves patronales, appelle ouvertement à la guerre civile dans ses journaux, arme les nervis fascistes de Patrie et liberté, assassine militants paysans et ouvriers, fomenté des coups d'État qui sont autant de

préparations à celui du général Pinochet.

En mars 1972, un complot militaire est déjoué. Le général impliqué, Canales, est muté mais conserve son grade ! Et c'est à cette période qu'Allende juge bon de faire entrer un militaire dans son gouvernement avec le portefeuille des mines.

L'UP s'oppose aux actions des exploités et des opprimés, voire exerce à leur encontre la violence de l'appareil répressif des exploités et des oppresseurs. Par exemple, le 12 mai 1972, la réaction appelle à une manifestation « pour la liberté » (sic) à Valparaiso. La CUT, le MIR, les PCCh et PS locaux ripostent par une contre-manifestation le même jour. Alors que la manifestation réactionnaire est autorisée, celle du mouvement ouvrier est interdite. Le président lui-même intervient pour tenter de la décommander. En fait, elle a tout de même lieu, et la police l'attaque. Un étudiant est tué par balle et un pêcheur, poursuivi par la police dans un immeuble et jeté par une fenêtre, restera paralysé à vie. Il y a une quarantaine de blessés.

Le 11 octobre 1972, le syndicat des transporteurs routiers appelle à la grève générale illimitée contre le gouvernement de l'UP... Les commerçants de détail, l'ordre des architectes, celui des médecins, des avocats, entrent dans la « grève » qui devient une mobilisation des de la petite bourgeoisie urbaine à l'initiative du grand capital... En riposte, surgissent et se multiplient alors les « cordons industriels », des assemblées générales élisent leurs délégués d'usine qui se coordonnent par quartiers, constituent des « coordinations ouvrières locales », prennent contact avec les JAP, les « juntas des voisins ». Ils organisent la distribution, prennent en main la production, etc. C'est le double pouvoir qui naît.

En dépit de l'absence de direction prolétarienne révolutionnaire, de type du Parti bolchevik dans la Russie de 1905 et de 1917, la mobilisation des masses ne faiblit pas. Les travailleurs s'organisent de plus en plus dans des structures autonomes contre les patrons, les latifundiaires, les flics, les fascistes, la hiérarchie militaire, mais aucun parti ne trace une autre voie, celle de la révolution et du pouvoir des travailleurs..

L'UP s'oppose de plus en plus aux masses

En 1972, Carlos Matus, nouveau ministre de l'Économie, annonce des augmentations des prix d'articles de première nécessité, spécialement alimentaires, oscillant entre + 30 % et 200 % ...

Allende confie le 21 janvier à un militaire, le général Bachelet, la distribution...

Aux mineurs du cuivre qui tentent de défendre leur niveau de vie contre l'énorme inflation, Allende répond en janvier 1973 :

Ceux de Chiquimata agissent comme de véritables banquiers monopolistes demandant de l'argent pour remplir leurs poches sans se préoccuper en rien de la situation du pays... c'est la morale révolutionnaire qui fait défaut.

Au cours d'une rencontre entre le président et les représentants de cinq fédérations paysannes, Anselmo Cancino, délégué élu du conseil paysan de la province de Linarès, se fait prendre à partie en ces termes :

Allende : Occuper des terres, c'est violer un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire, que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser - il y a 35 000 entreprises - qu'est ce qui se passerait si nous avions l'intention de les contrôler toutes ?

Cancino : Le changement, camarade président...

Allende Non, le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais aussi dans la production. Il y a des pays socialistes comme la Bulgarie dans lesquels un grand pourcentage de la terre appartient au secteur privé.

Lors des obsèques d'un paysan assassiné le 22 octobre 1971 par les bandes armées d'un propriétaire, le dirigeant du MIR, Miguel Enriquez, témoigne :

Trois carabiniers prêtèrent main forte aux propriétaires ; le gouverneur... fut appelé trois fois dans l'espoir qu'il s'entremettrait. Mais il n'en fit rien, il s'abstint, il ne bougea pas. Il accepta que les propriétaires tiraillent pendant trois heures contre les paysans... Un paysan a été assassiné, et le ministre de l'Intérieur, après avoir laissé faire des heures, en profite pour condamner les occupations des grands domaines par les paysans.

Allende annonce la constitution d'un nouveau gouvernement d'union nationale avec des représentants de la CUT où il fait entrer en masse les militaires ; en confiant aux militaires l'Intérieur, le Ravitaillement et les Mines. Allende les place en première ligne... là même où la classe ouvrière s'est dotée d'organismes soviétiques. L'objectif du gouvernement est de disloquer le réseau d'« organes de fait » que le prolétariat a bâti en réponse à la bourgeoisie. Le PCCh s'acharne à dissoudre les organes autonomes de la classe ouvrière en les plaçant sous l'autorité de la bureaucratie syndicale. Corvalan déclare dans une entrevue au journal *Chile Hoy* :

Nous sommes donc partisans des commandos communaux, des conseils paysans, des cordons industriels, des JAP, etc., mais nous estimons que ces nouvelles organisations, qui sont des formes de pouvoir populaire, tout en maintenant leur indépendance, ne peuvent néanmoins être conçues et orientées contre la politique du gouvernement Allende. Dans le cas particulier des cordons industriels, nous les concevons comme partie intégrante de la CUT, comme organisation de base de la CUT, et non comme organisations parallèles et divisionnistes du mouvement syndical.

Les dirigeants du MIR, liés à la bureaucratie cubaine, n'y voient pas une trahison, mais des erreurs ou de la mollesse. Ils orientent leurs militants courageux vers des actions radicales : expropriations, prises d'otages, résistance armée aux latifundiaires et occupation de terres, etc. Mais ils refusent de s'opposer de front à la politique de capitulation de l'UP, pour privilégier l'intervention dans les bidonvilles, abandonnant de fait la classe ouvrière qui tente faire face à la bourgeoisie, malgré la direction de la CUT, le PS et le PCCh.

1972, l'UP s'appuie sur l'état-major contre la révolution prolétarienne montante

Le 21 octobre, paraît au *Journal officiel* une loi sur le contrôle des armements. Élaborée et présentée par le sénateur DC Carmona, cette loi sera votée en l'absence des députés du PCCh et du PS, arrivés curieusement en retard à la séance (qui peut croire cela venant de vieux routiers du parlementarisme bourgeois, et pourquoi Allende n'a-t-il pas opposé son veto par la suite ?). La loi laisse à l'autorité militaire le pouvoir, sur simple dénonciation, de perquisitionner chez des particuliers et dans les entreprises, pour y chercher des armes (à feu, coupantes ou contondantes).

Résultat : l'armée entame une tournée de toutes les usines occupées, en déloge les travailleurs par la force, arrête les militants et rend les usines à leur patron dans le secteur privé. Après quinze jours de perquisitions donnant lieu à des manoeuvres de guerre civile et faisant un mort à Punta Arenas, quelle est la réaction du gouvernement ?

Allende constitue le 9 août un second gouvernement avec l'état-major. Le général Carlos Prats devient ministre de la Défense, le commandant en chef de la marine Raúl Montero, ministre du Budget, le commandant des forces aériennes Ruiz Danyau, ministres des Travaux publics et le général des Carabiniers José María Sepúlveda, ministre des Terres et de la colonisation.

Allende et son gouvernement de plus en plus militaire (et associant à la fin directement les dirigeants syndicaux) se placent en défenseurs de la propriété privée d'une poignée de possédants contre la masse des exploités et des opprimés. Cette attitude, qui se double d'une grande duplicité - les dirigeants du PS et du PCCh se réclamant du socia-

lisme (et même du « léninisme » pour le second) - culmine dans la défense du pouvoir bourgeois au plus haut niveau.

En 1971, dans une adresse au parlement, Allende étale son crétinisme parlementaire :

Les sceptiques disent qu'un Parlement qui a si bien servi les intérêts des classes dominantes ne pourra pas changer et devenir le Parlement du peuple chilien. D'après eux, les forces armées et les carabiniers, soutiens de l'ordre institutionnel que nous avons dépassé, n'accepteraient pas de garantir la volonté du peuple et de construire le socialisme dans notre pays. Ils oublient la conscience patriotique, la tradition professionnelle, et la soumission au pouvoir qui sont propres à nos forces armées et à notre police.

À tout bout de champ, Allende opposera aux occupations de terres et d'usines la légalité, la constitution et l'État de droit. Mais il s'agit de la légalité bourgeoise et de l'État bourgeois. L'appareil stalinien œuvre pour boucher définitivement l'horizon des masses. Le 25 mai 1972, le PCCh déclare que l'État doit rester intact et que les travailleurs doivent s'y résigner :

Nous pensons qu'il n'existe actuellement aucune possibilité de modifier cette légalité, ces institutions, par aucun moyen, ni par une voie légale, ni par une voie illégale.

Or, l'expression ultime de l'État bourgeois est la police, l'armée professionnelle. Le PS et le PCCh vont jusqu'au coup proclamer la neutralité de l'armée de métier chilienne directement formée à la torture par l'armée française, subventionnée et entraînée par l'impérialisme américain. Les achats de matériel militaire aux États-Unis passent de 3,2 millions de dollars en 1970 à 13,5 millions de dollars en 1972.

Allende nomme, le 23 août 2013, le général Augusto Pinochet au poste de commandant en chef des forces armées.

Le PCCh et le PS se relaient pour assurer de leur loyauté à l'égard de l'appareil répressif de l'État bourgeois et du caractère pacifique de la « gauche » :

*La gauche n'est pas armée, c'est la droite qui l'est. La gauche est contre la guerre civile, elle est pour le dialogue. (Volodia Teitelbolm, dirigeant du parti stalinien, *El Siglo*, quotidien du PCCh, 11 juillet 1973)*

Nous avons fait confiance, nous faisons confiance et nous continuerons à faire confiance aux forces armées. Le programme de l'UP établit qu'il n'y aura pas d'autres forces armées, et je l'ai répété pour

ma part à satiété, que celles prévues par la constitution et les lois. (Allende, *El Siglo*, 8 juillet 1973)

« *Unis, l'armée et le peuple ne seront jamais vaincus* », scandé le service d'ordre du PCCh dans les manifestations tout au long de 1973.

Faire croire que l'armée interviendra contre la bourgeoisie, c'est déjà grave. S'opposer jusqu'au dernier moment à l'armement des travailleurs qui viennent offrir leur aide au gouvernement et réclament des armes (une semaine avant le coup d'État, ils manifestent à 800 000 devant le palais de la Moneda, siège du gouvernement), livrer aux généraux les soldats qui prennent le parti des travailleurs, c'est pire.

La différence avec la révolution russe est évidente. D'une classe ouvrière prête au combat, mobilisée, les dirigeants et soutiens de l'Unité populaire ont fait une masse impuissante qui a été désarmée et martyrisée, alors qu'en Russie le Parti bolchevik a conduit la classe ouvrière au pouvoir.

2013, les réformistes veulent toujours livrer les masses désarmées à l'appareil répressif de l'État bourgeois

40 ans après, les mêmes forces sociales et politiques sont présentes au Chili et dans le monde. Dans chaque pays capitaliste, l'état-major, la police, les services secrets, les hauts fonctionnaires, les grands médias, les partis bourgeois « démocratiques », les partis fascistes, continuent de servir la minorité exploiteuse. Dans chaque pays, les partis « réformistes » et les bureaucraties syndicales continuent de trahir la majorité laborieuse.

Dans la plupart des pays, les partis traditionnels d'origine ouvrière, les partis « socialistes » ou « communistes », issus du travaillisme, de la sociale-démocratie ou du stalinisme, protégés par les organisations centristes, continuent à sévir. S'ils gèrent tranquillement dans les périodes calmes les affaires du capital, ils se retrouvent en cas d'intense mobilisation pour monter des fronts populaires, faire obstacle aux masses, les contenir, les enfermer dans le cadre des institutions et de la légalité bourgeoises. Voire réprimer des travailleurs comme le gouvernement PKD-PSR-Parti menchevik en Russie en juillet 1917, le gouvernement SPD-USPD en Allemagne en 1919, le PCE en Espagne en 1937, comme le gouvernement PS-PCCh-PR au Chili en 1973, comme le gouvernement ANC-SACP-COSATU en Afrique du Sud en 2012...

Les « réformistes » ne sont pas les auteurs de réformes qui renforceraient la démocratie, améliore-

raient le sort des travailleurs et prépareraient le socialisme. Ce sont des traîtres.

Voilà pourquoi, au Chili, le PS et le PCCh n'ont rien appris. Ils prétendent que la bourgeoisie chilienne n'a rien à voir dans le coup sanglant et la dictature militaire. Ce ne serait même pas l'armée chilienne qui a perpétré le coup d'État, mais une poignée de « généraux félons » inspirés de l'étranger.

Comme en Afrique du Sud, les partis ouvriers bourgeois aspirent à la « *réconciliation* » nationale. Les partis bourgeois, pour la plupart, affectent de regretter les violations des droits de l'homme commises durant la dictature. Mais c'est pour s'en prendre à la « violence » en général et surtout aux risques de violence révolutionnaire. Ainsi, la candidate de la Coalition pour le changement (des principaux partis bourgeois : RN, UDI), Matthei, déclare-t-elle : « *Jamais on ne doit utiliser la violence pour arriver au pouvoir* ». Bien sûr, puisque que c'est la bourgeoisie qui a le pouvoir.

Le Parti socialiste chilien a rejeté officiellement le marxisme, a mis sur pied la « Concertation des partis pour la démocratie » avec des partis bourgeois. Il a respecté la constitution de Pinochet et participé à quatre gouvernements bourgeois. Le PCCh vient de rejoindre le front populaire du PS.

En France, les organisations et partis qui continuent à prôner « les voies pacifiques au socialisme » ou, plus souvent, une « démocratie » ou une « révolution citoyenne » qui serait distincte de la dictature du prolétariat sont tout autant incapables de tirer les leçons de la tragédie chilienne.

Chili: 40 ans après, l'Unité populaire d'Allende toujours d'actualité. (*L'Humanité*, 15 septembre 2013)

Le NPA lui emboîte le pas.

L'expérience chilienne résulte d'une alliance exceptionnelle de toutes les classes populaires contre l'oligarchie terrienne et financière, subordonnée aux intérêts de l'impérialisme américain. (*Revue l'anticapitaliste*, septembre 2013)

L'action véritable des sociaux-démocrates et des staliniens est totalement dissimulée. Le Parti radical, parti de la bourgeoisie, devient « un parti populaire ». Pas un mot sur la responsabilité de l'UP, pas un mot sur la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire qui permette aux masses de s'émanciper de leurs dirigeants traîtres, qui aide l'auto-organisation des masses, qui arme le peuple, qui prépare l'insurrection dès qu'il obtient la confiance de la majorité du prolétariat.

De même, LO n'explique jamais la racine des trahisons par les directions traditionnelles de la classe ouvrière, la corruption par la bourgeoisie des appareils du mouvement ouvrier, car cela mettrait en cause son incorporation à la bureaucratie de la CGT et son rôle de flanc-garde de la bureaucratie du PCF.

Par conséquent, elle se refuse à condamner la stratégie de front populaire, le bloc des partis ouvriers chiliens avec les débris de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

Le suicide d'Allende, préférant se donner la mort plutôt que d'organiser la lutte du peuple qui l'avait soutenu, reste aussi le symbole de l'impasse du réformisme. (Lutte ouvrière, 13 septembre 2013)

Il faut dire que LO pratique déjà des alliances du type UP à l'échelle municipale. Inévitablement, LO en viendra à les pratiquer à l'échelle nationale.

Les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

Pas plus que le NPA, LO ne dit ce qui a fait défaut à la classe ouvrière chilienne et comment la révolution peut vaincre. Non seulement LO tourne le dos à la revendication démocratique de l'armement du peuple, mais elle réclame périodiquement plus de policiers.

Pour la destruction de l'État bourgeois par la révolution socialiste

Il a manqué au Chili dans les années 1960 et 1970 un parti révolutionnaire, même réduit au départ. Un parti qui dégage une avant-garde et éduque les masses contre les illusions du front populaire et empêche ainsi leur désarroi quand celui-ci s'est dressé ouvertement contre elles. Il a manqué un parti qui s'appuie sur les fondements de la Révolution russe : la classe ouvrière s'organisant elle-même, entraînant derrière elle les masses paysannes et petites-bourgeoises. Un parti qui se serait investi dans la généralisation et la centralisation des organes autonomes de la classe ouvrière et du peuple (JAP, cordons industriels, commandos communaux), pour qu'ils postulent au pouvoir, pour un gouvernement ouvrier contre le gouvernement militarisé de coalition avec la bourgeoisie. Un parti qui aurait poussé à l'organisation militaire et à l'armement général du prolétariat et des autres travailleurs (et non à la guérilla substitutive) contre toutes les bandes armées du capital. Un parti qui aurait permis à la classe ouvrière de se replier en bon le

cas échéant et l'aurait conduite au combat victorieux dès que possible.

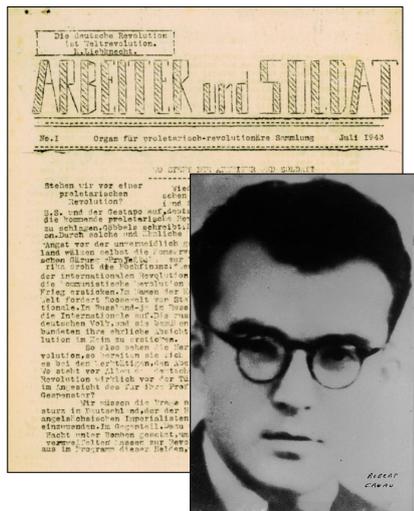
Il faut construire, au Chili, en France, partout, le parti mondial de la révolution socialiste. Le Collectif révolutionnaire permanente ne prétend pas être cette internationale ouvrière, mais il se bat pour la construire. Le Groupe marxiste internationaliste ne prétend pas être le parti ouvrier révolutionnaire en France, mais il se bat pour le construire.

Les grands mouvements qui ont débuté avec la crise capitaliste mondiale rebattent les cartes et posent à nouveau la question brûlante du manque d'organisation communiste révolutionnaire.

Aux groupes qui se réclament de la révolution socialiste, aux fractions qui, dans les partis et les syndicats, cherchent la voie de l'internationalisme, nous disons : regroupons-nous dans ce pays et dans le monde sur la base du programme communiste, délimité des sociaux-patriotes, des bureaucrates et de leurs larbins pacifistes. Aux jeunes et aux travailleurs qui ne veulent pas subir de nouvelles défaites, nous disons : rejoignez-nous pour unifier, radicaliser et démocratiser les syndicats, pour construire ensemble l'internationale et le parti qui renverseront la bourgeoisie, pour édifier, lors de la prochaine crise révolutionnaire, les conseils qui assureront une véritable démocratie pour la majorité et qui permettront d'aller vers le socialisme et le communisme.



Il y a 70 ans, le 6 octobre 1943, Robert Cruau tombait



Un combattant communiste internationaliste exécuté par les nazis

Il y a 60 ans, le 6 octobre 1943, à Brest, notre camarade Robert Cruau tombait sous les balles des nazis. Il avait 22 ans.

Robert Cruau travaille aux PTT de Nantes et est syndiqué à la Fédération postale CGT. Il adhère d'abord au Parti socialiste ouvrier et paysan, fondé par Pivert en 1938, qui s'effondre dès l'ouverture de la guerre. Il rejoint le Parti ouvrier internationaliste, la section française de la Quatrième internationale. S'inspirant de l'exemple de Lénine et du Parti bolchevik durant la Première guerre mondiale, la Quatrième internationale refuse l'union sacrée avec la bourgeoisie. Elle appelle la classe ouvrière à se préparer à l'action révolutionnaire en lien avec les travailleurs des autres pays afin d'abattre non seulement le fascisme, mais ce qui l'engendre, le capitalisme, condition indispensable pour une véritable libération. Le POI diffuse le journal clandestin *La Vérité* et propose le front unique au PCF. À Nantes, il publie clandestinement *Front ouvrier*, imprimé à Couéron. Le premier numéro proclame : « Il faut que la défaite d'Hitler soit une victoire ouvrière et non la victoire des banquiers anglo-américains ». Ce bulletin paraîtra jusqu'à la fin de la guerre.

Pour échapper au service du travail obligatoire du régime de Vichy qui livre la jeunesse ouvrière à l'économie de guerre nazie, Robert Cruau rejoint Brest en compagnie de deux militants de Rezé, Henri et Georges Berthomé. Là, il mène l'activité du Parti ouvrier internationaliste en direction des travailleurs sous l'uniforme de la Wehrmacht. Il rédige des tracts en allemand et diffuse le journal *Arbeiter und Soldat* (*Travailleur et soldat*), organe de l'IKD, la section allemande de la Quatrième internationale, imprimé et rédigé à Paris par Paul Widelin (de son vrai nom Martin Monat, qui sera arrêté et fusillé par la Gestapo en juillet 1944).

Au bout de quelques mois, un petit groupe de soldats allemands rejoint les communistes internationalistes et rédige une feuille *Arbeiter im Westen*. Ronéoté à Brest elle est diffusée aux soldats et aux marins de la ville. Mais la répression nazie ne va pas tarder. Trahis par un infiltré, tous les jeunes Allemands antifascistes sont fusillés. Arrêté le 6 octobre 1943, Robert Cruau est abattu par la Gestapo en tentant de s'enfuir. Onze autres militants de Bretagne du POI sont déportés dans les camps de concentration nazis. D'autres à Paris connaîtront le même sort.

Le NPA, le PS et le Front de gauche souillent sa mémoire avec le drapeau bourgeois impérialiste

Le NPA, le PS et le Front de gauche souillent sa mémoire avec le drapeau bourgeois impérialiste

A cette époque, le Parti communiste français, qui se drape dans le drapeau tricolore depuis 1934, qui déclenche des actions terroristes après l'attaque contre l'URSS en 1941 (après avoir demandé la réparation légale de *L'Humanité* aux autorités allemandes en 1940), se vautre dans le chauvinisme avec comme mot d'ordre « À chacun son boche ». Il met ses groupes armés (les FTP) sous l'autorité du général De Gaulle, préparant ainsi la contre-révolution de 1944-45 et sa participation à la reconstruction de l'État bourgeois (et de l'empire colonial).

Le drapeau du POI (SFQI) et de Robert Cruau était rouge. À Nantes, devant la préfecture, un monument dédié aux « 50 otages » (sélectionnés dans le camp de Châteaubriant par un ancien dirigeant de la CGT, Chassagne, fusillés par les nazis en 1941), insulte la mémoire de deux d'entre eux, Marc Bourhis et Pierre Gueguen, puisqu'il y est écrit que leur but était « la patrie ». En plus, pendant 40 ans, le PCF a prétendu qu'ils étaient staliniens et sociaux-patriotes, alors que le premier était membre du POI et que le second avait rompu avec le PCF en 1939, lors du pacte Hitler-Staline, pour se rapprocher du POI.

Dans la même veine, des responsables du PS, du Front de gauche, des Alternatifs et du NPA ont organisé, le 5 octobre 2013, une cérémonie à la mémoire de Robert Cruau, en déposant une gerbe tricolore sur sa tombe et en arborant des drapeaux tricolores, les symboles de ce qu'il combattait.

Réformistes et sociaux-chauvins, bas les pattes devant les communistes internationalistes !